

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA RELANCE

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**

**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN DECEMBRE 2020**

Mars 2021

Ministre de l'Économie et de la Relance

Madame Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

Monsieur Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Madame Aurélie KASSAT épouse NGUEMA

Contact :

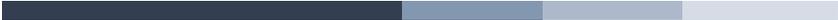
Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

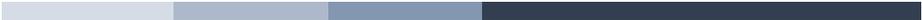
B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette quatrième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2020.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU QUATRIEME TRIMESTRE 2020.....	10
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	10
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	11
I.3. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE	12
<i>I.3.1. Le pétrole.....</i>	12
<i>I.3.2. L'or.....</i>	12
<i>I.3.3. Le caoutchouc</i>	12
<i>I.3.4. L'huile de palme</i>	12
<i>I.3.5. Le manganèse</i>	12
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2020	13
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	13
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Décembre 2020.....	13
II.2. LE PETROLE	15
II.3. LE MANGANESE	15
II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	16
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE.....	16
<i>II.5.1 Le caoutchouc naturel</i>	16
<i>II.5.2. L'huile de palme.....</i>	16
<i>II.5.3 L'élevage bovin.....</i>	17
II.6.LES AGRO-INDUSTRIES	17
<i>II.6.1. Le sucre</i>	17
<i>II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	18
<i>II.6.3. L'eau minérale</i>	18
<i>II.6.4. Les huiles et corps gras</i>	19
II.7.LES INDUSTRIES DU BOIS	19
<i>II.7.1. Les unités de sciage</i>	20
<i>II.7.2. Les unités de déroulage.....</i>	20
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION.....	21
<i>II.8.1. La chimie</i>	21
<i>II.8.2. Les matériaux de construction</i>	22
<i>II.8.3. La seconde transformation des métaux.....</i>	22
<i>II.8.4 L'industrie minière.....</i>	23
<i>II.8.5 La fonderie</i>	23
II.9. LA PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE.....	24
<i>II.9.1. L'électricité</i>	24
<i>II.9.2. L'eau</i>	24
II.10. LE RAFFINAGE	25
II.11. LES BTP	25
II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	26

II.12.1. <i>Le transport urbain</i>	26
II.12.2. <i>Le transport aérien</i>	26
II.12.3. <i>Le transport ferroviaire</i>	27
II.12.4. <i>L'activité portuaire à Owendo</i>	28
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	28
II.14 LE COMMERCE.....	29
II.14.1 <i>Le commerce général structuré</i>	29
II.14.2. <i>Le commerce des véhicules</i>	29
II.14.3. <i>Le commerce des produits pétroliers</i>	29
II.14.4. <i>Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	30
II.15.LES AUTRES SERVICES.....	30
II.15.1. <i>Les Services rendus aux entreprises</i>	30
II.15.2. <i>Les Services rendus aux particuliers</i>	30
II.15.3. <i>Les Services immobiliers</i>	31
II.15.4. <i>Les Services de réparation mécanique</i>	31
II. 16 L'HOTELLERIE-LA RESTAURATION-LE TOURISME	31
II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	32
II.17.1 <i>La situation du bilan</i>	32
II.17.2 <i>Les opérations avec la clientèle</i>	32
II.17.2.1 <i>Les ressources collectées</i>	32
II.17.2.2 <i>Les crédits distribués</i>	33
II. 18. LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE.....	34
II.18.1. <i>La configuration du secteur</i>	34
II.18.2. <i>La clientèle des EMF</i>	35
II.18.3. <i>Capitaux propres et intermédiation financière</i>	35
La structure des taux	36
II. 19. LE SECTEUR DES ASSURANCES	36
II.19.1 <i>La Branche Non Vie</i>	36
II.19.2. <i>La Branche Vie</i>	37
Sinistres réglés	37
Commissions Versées	37
II. 20. LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS.....	38
II.20.1 <i>Les ressources</i>	38
II.20.2 <i>Les emplois</i>	38
II.20.2.1 <i>Investissements et créances impayées</i>	38
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU	
QUATRIEME TRIMESTRE 2020.....	39
III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION	39
III.2 L'EMPLOI	41
III.2.1 <i>La variation des effectifs par département</i>	41
III.2.2 <i>Effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente</i>	42
III.3 LES SALAIRES	42
III.3.1 <i>La Solde permanente par administration</i>	42

III.3.2 La masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente	43
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	43
III.4.1- Evolution des exportations en valeur	43
III.4.2 Evolution des importations en valeur	45
III.5 LE BUDGET	46
III.5.1 Les soldes budgétaires	46
III.5.2 L'exécution des recettes	46
III.5.2.1 Les recettes pétrolières	47
III.5.2.2 Les recettes hors pétrole	47
III.5.3 Les dépenses budgétaire	48
III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement	48
III.5.3.2 Les dépenses d'investissement	49
III.5.3.3. Les autres dépenses	49
III.5.3.4. La charge de la dette	49
III.6 LA DETTE PUBLIQUE	50
III.6.1 Le règlement de la dette	50
III.6.2 L'évolution des tirages sur financement	50
III.6.3 Le stock de la dette publique	51
III.7 LA SITUATION MONETAIRE	52
III.7.1- LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES	52
III.7.1.1- La masse monétaire (M2)	52
III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires	53
III.7.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	53
III.7.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)	53
III.7.2.2- Le crédit intérieur	53
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE	54
III.8.1- LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET	54
CONCLUSION	55
ANNEXE	57
LES PRINCIPALES HYPOTHESES MACROECONOMIQUES	57
Tableau 2 : REPARTITION SECTORIELLE DU PIB	58
Tableau 3 : REPARTITION PIB EN EMPLOI	59

RESUME EXECUTIF

Au cours du quatrième trimestre 2020, les capacités de reprise de l'activité économique mondiale ont été fortement obérées par la poursuite des effets de la pandémie. Ainsi, la demande mondiale des biens et services est restée en deçà de son potentiel, du fait des restrictions créées par la situation sanitaire, et l'offre a marqué le pas. En conséquence, **l'économie mondiale** serait en crise avec une croissance du Pib de -3,5% en 2020 contre 2,8% 2019. Certes, les taux d'intérêts sont demeurés bas dans la plupart des pays avancés, mais les déficits et les dettes publiques des Etats sont restés trop importants et incitent à la prudence.

Dans ce contexte, toutes **les grandes économies occidentales** seraient en récession en 2020, avec des baisses de près de 10% en France et en Espagne. La situation des pays émergents et en développement serait proche de celle des pays avancés avec des récessions au Brésil, au Mexique, en Inde, au Nigeria, à l'exception de l'économie chinoise qui progresserait tout de même de 2,3%.

Au niveau sous régional, la croissance économique des pays de la CEMAC serait de -2,9 % en 2020 contre 2,0 % en 2019, en lien avec la contraction de l'activité des secteurs pétrolier et non-pétrolier, suite notamment aux mesures gouvernementales visant à limiter la propagation du coronavirus.

Au plan national, l'activité économique est restée atone en lien avec la morosité économique mondiale certes, mais surtout avec les effets des mesures gouvernementales restrictives visant à faire face à la crise sanitaire. L'analyse sectorielle de l'économie gabonaise au cours de la période sous revue fait ressortir de nombreuses similitudes avec le trimestre précédent.

S'agissant des activités du **secteur primaire**, ses principales composantes demeurent mal orientées. Il en est ainsi de la production nationale de pétrole brut qui a fléchi de 1,2% en 2020 pour se situer à 10,766 millions de tonnes métriques (78,7 millions de barils). L'application des quotas décidés par l'OPEP pour réduire l'offre mondiale sur le marché de l'or noir explique ce repli, malgré les bonnes performances réalisées par Vaalco (sur le champ Etame) et BWE. Parallèlement, les exportations ont reculé de 6,4% à 9,9 millions de tonnes métriques sur la période sous revue, en raison de la baisse de la demande mondiale liée à la crise sanitaire.

L'exploitation forestière a fini l'année sur une contreperformance, malgré la hausse enregistrée au troisième trimestre. Cette évolution est la résultante du mauvais état des routes qui a gêné l'évacuation des grumes, d'une part, des effets des mesures gouvernementales visant à limiter la propagation du coronavirus, d'autre part. Ainsi, la production a diminué de 2,6% pour se situer à 1 989 337 m³ de grumes. La production de caoutchouc s'est également tassée au cours de la période

Les principales sources de satisfaction ont été observées au niveau des productions de manganèse et d'huile de palme brute, qui, comme le trimestre précédent, ont enregistré des résultats appréciables. Ainsi, sur l'année, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 25,2% pour s'établir à 8,449 millions de tonnes, suite aux performances record enregistrées sur les gisements de Moanda et de Franceville, ainsi que la mise en exploitation du nouveau gisement d'Okondja. Les exportations de minerai ont progressé de 31,3% pour s'établir à 8,073 millions de tonnes en 2020. Par ailleurs, la production d'huile de palme rouge s'est consolidée de 27,6% à 70 340 tonnes, en dépit des effets des mesures barrières qui ont impacté négativement les conditions d'exploitation.

La situation du **secteur secondaire** est mitigée avec des performances variables en fonction des

branches d'activité. Ainsi, la production sucrière (+ 9,9%) et celle de l'électricité (+0,6%) ont toutes augmenté. Il en est de même du raffinage, dont le volume de brut traité s'est apprécié de 23,5% à 834 223 tonnes métriques, en lien avec l'amélioration de l'approvisionnement de l'usine en brut, suite à l'apurement progressif de la dette de la compagnie auprès de ses principaux fournisseurs. A contrario, les boissons gazeuses (-3,5%), les matériaux de construction (-4,5%) les gaz industriels (-20,3%) et la production de l'eau (-0,9%) ont enregistré des contreperformances. La production globale des industries du bois a également baissé de 2,1% à 1 172 442 mètres cubes, plombée par la baisse du sciage (-5,2%) qui a subi les difficultés d'approvisionnement en grumes et ce, malgré la hausse significative de l'industrie de contreplaqué (+24,7%).

Le secteur tertiaire a été fortement impacté par les effets de la baisse d'activité dans les autres secteurs. En dehors de quelques exceptions, la situation du secteur tertiaire est restée atone sur les trois trimestres successifs impactés par la crise sanitaire. Parmi les activités résilientes, on retrouve le transport ferroviaire (+24,4%), le commerce des produits pharmaceutiques (+2,4%), celui des véhicules industriels (+28,5%), les services immobiliers (+131,7%), la réparation mécanique (+5,5%), les banques (+3,7%) et les assurances (+4,7%). Au titre des activités sinistrées, on peut citer le transport aérien (-62,4%), les métiers du tourisme et de l'hôtellerie. De même, le commerce général structuré (-1,2%), les services rendus aux entreprises et aux particuliers ont enregistré des résultats négatifs.

Dans un contexte marqué par le ralentissement du commerce mondial, le volume des échanges commerciaux du Gabon a reculé de 5,5% à 4 330 milliards de FCFA, sous l'effet de la baisse simultanée des exportations (-3,9%) et des importations (-9,1%). Malgré ces tendances, **la balance commerciale** est demeurée excédentaire, en légère progression (+0,5%), compte tenu d'une baisse des importations plus importante que celle des exportations.

L'année 2020 a été également marquée par une baisse des **prix à la consommation** au niveau national, malgré une légère hausse amorcée depuis le mois de juin 2020. En effet, en 2020, le taux d'inflation moyen s'est établi à 1,3% contre 2,0% en 2019. En glissement mensuel, les prix ont progressé de 1,6% contre 1,0% en décembre 2019.

A fin décembre 2020, **le nombre des salariés dans le secteur public** a enregistré une baisse de 1,6% pour s'établir à 97 781 agents, comparativement à la même période en 2019. Cette diminution provient aussi bien des agents de la main d'œuvre non permanente (-6,9%) que des agents permanents (-0,7%). Cette évolution s'est traduite par un repli 0,1% de la masse salariale du secteur qui s'est établie à 688,3 milliards de FCFA malgré le repli de 22,1% du coût de la MONP.

L'effort de **règlement de la dette** a atteint 1178,7 milliards de FCFA en 2020, soit un accroissement de 48,6 % par rapport à 2019. Cet effort de paiement a été observé au niveau des deux composantes de la dette publique (dette extérieure et dette intérieure). Néanmoins, malgré ces efforts, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de 17,2 % pour se situer à 6 264,9 milliards de FCFA en 2020. Bien que les deux composantes (extérieure et intérieure) aient augmenté, la hausse est principalement imputable au stock de la dette intérieure qui croît de moitié.

L'exécution du budget de janvier à décembre 2020 s'est traduite par un excédent du solde primaire et des déficits au niveau des soldes base ordonnancements et base caisse. Néanmoins, L'excédent primaire s'est dégradé de 80,6% à 70,1 milliards de FCFA, en raison du recul simultané des recettes budgétaires (-19,4 %) et des dépenses primaires (-6,2 %).

La situation monétaire large à fin décembre 2020 est marquée par une détérioration des avoirs extérieurs nets (39,0%), une hausse de la masse monétaire (5,7%) et une consolidation du crédit intérieur net (17,1%).

Comparativement à la même période un an plus tôt, l'économie mondiale a fléchi sur les trois derniers mois de l'année. En effet, l'environnement économique s'est caractérisé par une demande intérieure atone et un ralentissement de la croissance dans plusieurs pays émergents. Par contre, l'expansion des pays avancés a été marquée par une récession sans précédent. Cette situation est consécutive à la résurgence de la pandémie qui a obligé ces pays à reconfiner partiellement ou totalement les villes.

Sur la période, le déficit des soldes budgétaires se sont de nouveau creusés et ce, malgré le maintien des principaux taux directeurs à des seuils proches de zéro. Parallèlement, l'observé conjoncturel laisserait entrevoir des niveaux record atteints en termes de suppression d'emplois.

Dans ce contexte, l'économie mondiale progresserait de -3,5% en 2020 contre 2,8% initialement projetée.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

A fin décembre 2020, la situation économique des pays avancés se serait de nouveau dégradée par rapport au trimestre précédent. Cette évolution s'expliquerait par la faiblesse de la demande globale, liée à de nouvelles vagues d'infection et de nouveaux variants du virus qui assombriraient les perspectives économiques de ces différents pays. Ainsi, le PIB atteindrait -4,9% en 2020 et 4,3% un an plus tard.

Comparativement au trimestre précédent, l'économie américaine a rechuté à fin décembre 2020. Cette contreperformance est liée au reconfinement, en raison de la seconde vague de contamination qui a touché le pays. Sur le seul mois de décembre 498 000 emplois ont été détruits dans le secteur des loisirs, de la restauration et de l'hôtellerie. Sur l'ensemble de l'année, le PIB se contracterait de 3,4% et atteindrait 5,1% en 2021. Pour stimuler la relance économique, la FED maintiendrait ses principaux taux directeurs proches de zéro.

Après un troisième trimestre encourageant, l'économie nippone se tasserait en fin d'année, malgré la mise en place de deux plans de relance pour soutenir l'économie. Cette situation découlerait d'une baisse de la consommation et des exportations, en liaison avec la reprise de la COVID 19 qui impacterait ses principaux partenaires commerciaux. En 2020, l'expansion de l'archipel serait de -5,1%.

A l'instar des autres économies, celles de la zone euro pâtiraient des effets de la pandémie. En Allemagne, la croissance a de nouveau été contrariée par la violence de la deuxième vague du coronavirus au quatrième trimestre 2020. En effet, les entreprises ont subi le fléchissement du marché chinois. Le PIB de la première économie d'Europe reculerait pour atteindre -5,4% sur l'année.

En France, après le fort rebond (+18,7%) observé au troisième trimestre, la production se contracterait de 4,5% entre octobre et décembre, pénalisée par la chute de la consommation des ménages (14%). Sur l'ensemble de l'année 2020, la croissance se replierait de 9% suite au confinement progressif ou total de certaines régions. Le PIB de l'Espagne et l'Italie progresserait respectivement de -11,1% et -9,2% en 2020. Hors zone, le PIB du Royaume Uni s'inscrirait en baisse de -10,0% sur la même période

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Au terme du quatrième trimestre de l'année 2020, l'activité économique dans les pays émergents et en développement est à la peine, à l'exception de la Chine. Cette situation serait consécutive à la forte décélération de la demande des principaux pays avancés en relief avec l'importance de la crise sanitaire. Ainsi, le taux de croissance serait de -2,4% contre 3,6% en 2019.

En proie à de multiples conflits politiques et aux effets de la COVID 19, l'activité économique dans la communauté des Etats indépendants fléchirait en 2020 (-2,8%). Dans ce groupe, l'économie russe, fortement dépendante de l'extérieur pour l'écoulement des produits de base, reculerait de -3,6%.

En Asie, le ralentissement de la croissance a été moins prononcé que dans les autres zones économiques. Ainsi, le taux de croissance du PIB de cette zone est estimé à -1,1% en 2020. Redynamisée par une bonne tenue de ses exportations, de l'industrie et du secteur des services, l'activité économique de la Chine a crû de 6,5% au quatrième trimestre 2020 et de 2,3% sur l'ensemble de l'année.

En Amérique latine, on note une détérioration des performances des pays exportateurs de produits de base en raison du reflux des cours de ces produits. Ainsi, le taux de croissance pour 2020 serait de -7,4% contre 0,2% un an plus tôt. Les économies du Brésil et du Mexique, locomotives de la zone, évolueraient respectivement de -4,5% et -8,5% sur la période.

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord restent confrontés à des transitions internes difficiles sur les plans économique et politique. Le taux du PIB atteindrait -3,2% pour 2020.

A l'instar des autres zones économiques, le PIB de l'Afrique subsaharienne est confronté depuis le début de l'année au repli des cours entraînant ainsi une dégradation de -3,0% de cet indicateur.

Dans la zone CEMAC, quoiqu'en légère amélioration au cours du quatrième trimestre, l'activité économique resterait en récession pour 2020, sous l'effet conjugué de la crise sanitaire et ses répercussions sur le secteur productif et la volatilité des cours des matières premières exportées par l'ensemble des pays de la zone.

Dans un contexte marqué par une récession de l'activité économique mondiale, les prévisions de la BEAC indiquent que la croissance économique serait de -2,9 % en 2020, contre 2,0 % en 2019, en lien avec la contraction de l'activité du secteur pétrolier et dans une moindre mesure du non-pétrolier. Ainsi, le secteur pétrolier enregistrerait une croissance de -5,5 % en 2020, contre 2,3 % en 2019, tandis que le secteur non pétrolier connaîtrait une baisse 2,3 % en 2020, après +1,9 % en 2019.

En termes de contribution, les secteurs pétroliers et non pétroliers grèveraient l'activité respectivement de 1,1 point et 1,8 point contre des contributions positives de 0,5 point et 1,5 point un an auparavant. Cette estimation plus optimiste qu'initialement anticipée procéderait essentiellement d'une performance meilleure que prévue des services marchands et non marchands et des industries agroalimentaires, notamment brassicoles, en dépit d'une dégradation plus importante de l'activité dans les industries extractives.

Par pays, le PIB serait : Cameroun (-2,0%) ; République Centrafricaine (0,6%) ; Congo (-8,6%) ; Gabon (-1,8%) ; Guinée Equatoriale (-4,1%) ; Tchad (-0,6%).

I.3. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

I.3.1. Le pétrole

Durant l'année 2020, les cours du Brent ont évolué en dents de scie, marquant, dans un premier temps, un recul suite à la guerre des parts de marché entre l'Arabie Saoudite et la Russie et l'effondrement de la demande, en liaison avec l'émergence de la pandémie de Covid-19. La tendance évolutive a été ensuite inversée grâce à l'accord de réduction de la production signé entre l'Opep et ses alliés. En moyenne, le cours du Brent était de 41,65 dollars (-35,2%), tandis que le cours moyen du panier de brut gabonais s'est situé à 40,23 dollars (-37%).

I.3.2. L'or

En moyenne, le cours de l'or s'est établi à 1 785,89 dollars l'once, enregistrant ainsi son plus haut niveau depuis 2010. Cette évolution procède notamment des fluctuations du dollar et des politiques accommodantes des banques centrales des principales économies qui ont exercé une pression à la hausse sur le cours de l'or.

I.3.3. Le caoutchouc

Les cours du caoutchouc naturel se sont effondrés avec l'apparition de la pandémie de coronavirus. Ils se sont stabilisés, pour ensuite remonter grâce aux signaux positifs en provenance de la Chine dont l'économie s'est montrée plus résiliente que ce qu'avaient anticipé les analystes. En moyenne, les cours du caoutchouc ont été de 79,71 Cents/lb.

I.3.4. L'huile de palme

Après avoir souffert des effets de la Covid 19 et de l'effondrement des cours du pétrole (la consommation des bio-carburants devenant plus onéreuse), les cours de l'huile de palme se sont repris grâce à la bonne tenue des économies chinoise, indienne et malaysienne, principales animatrices du marché. En 2020, le prix moyen sur le marché de l'huile de palme a été de 2 786 ringgits (695,37 dollars).

I.3.5. Le manganèse

A fin 2020, la production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du minerai de manganèse, a reculé de 1,5%, en lien avec une demande mondiale plus faible (-14% en Europe et -17% aux Etats-Unis), les stocks dans les ports chinois ont été évalués à 12 semaines de consommation. Dans ce contexte, les cours du manganèse ont baissé de 18,7% à 4,6 \$/dmtu contre 5,6 \$/dmtu en 2019.

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Décembre 2020

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↘
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↘
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	↘
<i>Unités de sciages</i>	↘
<i>Unités de placage</i>	↗
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries	
<i>Gaz industriels</i>	↘
<i>Peintures</i>	↘
<i>Matériaux de construction</i>	↘
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
<i>Industrie minière</i>	↘
<i>Fonderie</i>	↗
Production et distribution de l'électricité et de l'eau	
<i>Electricité</i>	↗
<i>Eau</i>	↘
Raffinage	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Transport terrestre (urbain)</i>	↗
<i>Activité portuaire (Ports GSEZ)</i>	↗
Télécommunications	↘
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	

<i>Rendus aux particuliers</i>	↘
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Hôtellerie, Restauration et Tourisme</i>	↘
<i>Banques</i>	↗
<i>Assurances</i>	↗

II.2. LE PETROLE

A fin 2020, la production nationale de pétrole brut a fléchi de 1,2% pour se situer à 10,766 millions de tonnes métriques (78,7 millions de barils). L'observation des quotas décidés par l'OPEP+ pour réduire l'offre mondiale sur le marché de l'or noir explique ce repli malgré les bonnes performances réalisées par Vaalco (sur le champ Etame) et BWE.

Parallèlement, les exportations ont reculé de 6,4% à 9,9 millions de tonnes métriques sur la période sous revue, en raison de la baisse de la demande mondiale, en lien avec la pandémie du coronavirus.

Par ailleurs, le Brent s'est situé à 41,67 dollars le baril en moyenne contre 64,3 dollars en 2019, alors que le panier de brut gabonais s'établissait à 40,23 dollars en moyenne sur les 12 mois. Cela a représenté des baisses respectives de 35,2% et 35,6% en glissement annuel. La chute des prix est liée au ralentissement de la demande mondiale, accentuée par la paralysie des transports aériens.

Le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est établi à 575,63 FCFA pour 1e dollar américain, soit une baisse de 1,8% comparativement à l'année précédente.

Evolution de l'activité pétrolière

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en millions de tonnes)	2,782	2,834	2,543	2,607	10,901	10,766	-1,2%
Exportations (en millions de tonnes)	2,352	2,802	2,249	2,479	10,553	9,882	-6,4%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	50,257	29,200	42,993	44,223	64,31	41,67	-35,2%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	49,161	25,395	43,091	43,274	63,81	40,23	-37,0%
Taux de change (\$US/FCFA)	595,204	596,169	561,081	550,081	585,97	575,63	-1,8%

Source : Enquête DGEPP

II.3. LE MANGANESE

Au terme des 12 mois de 2020, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 25,2% pour s'établir à 8,449 millions de tonnes, suite aux performances records enregistrées sur les gisements de Moanda et de Franceville, ainsi que la mise en exploitation du gisement d'Okondja. Cette bonne performance a été obtenue malgré des problèmes techniques sur l'une des deux lignes de production du site de Ndjolé durant le dernier trimestre de 2020.

Les exportations et les ventes ont suivi la même tendance haussière respectivement de 31,3% et 31,7%, tirées par le rebond de la demande chinoise d'acier en dépit des perturbations du marché liées à la pandémie du Covid19.

Evolution de l'activité de manganèse

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2 019	2 020	Var 20/19
Production (en tonnes)	2 083 015	2 006 111	2 119 989	2 240 534	6 749 080	8 449 647	25,2%
Exportations (en tonnes)	1 755 733	2 109 322	2 114 962	2 083 465	6 139 783	8 063 482	31,3%
Ventes (en tonnes)	1 743 198	2 112 257	2 124 468	2 079 150	6 118 478	8 059 073	31,7%

Sources : Enquête DGEPP

II.4. L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'exploitation forestière a enregistré un tassement de son activité en 2020, suite aux mesures gouvernementales visant à limiter la propagation du coronavirus sur les chantiers. Ainsi, la production a diminué de 2,6% pour se situer à 1 989 337 m³ de grumes. Cependant, les ventes aux industries locales se sont redressées de 14% à 907 961 m³, en lien avec la bonne tenue du carnet de commandes, notamment des industries installées dans la zone de Nkok.

Évolution de l'activité forestière

(en m ³)	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	473 962	454 132	607 090	454 152	2 041 546	1 989 337	-2,6%
Ventes aux industries locales	201 742	191 607	284 517	230 094	796 605	907 961	14,0%

Source : Enquête DGEPP

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

La filière du caoutchouc naturel a enregistré un tassement de son activité à fin décembre 2020. En effet, la production nationale de caoutchouc naturel en fond de tasse a reculé de 9,9% à 17 566 tonnes en raison du ralentissement de l'activité causé par la crise du Covid-19. De même, l'usinage du caoutchouc en granulé de 50kg a diminué de 22,1% à 7 324 tonnes.

Sur le plan commercial, le fléchissement des exportations de granulé de 17,4% a eu pour conséquence le recul du chiffre d'affaires de 12,2% à 7,4 milliards de FCFA. Dans le même temps, les effectifs employés ont baissé de 13,5% pour une masse salariale 3,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	4 703	5 751	5 405	1 707	19 488	17 566	-9,9%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	2 046	1 699	2 358	1 221	9 396	7 324	-22,1%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	2 609	1 321	2 621	1 753	10 057	8 304	-17,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 557	954	1 746	2 147	8 430	7 405	-12,2%
Effectifs	1 076	1 048	997	971	1 123	971	-13,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	887	837	779	799	4 114	3 302	-19,7%

Source : Enquête DGEPP

II.5.2. L'huile de palme

La filière de l'huile de palme brute a affiché des résultats globalement positifs au terme de l'année 2020, malgré la situation sanitaire qui a prévalu. Ainsi, la récolte des régimes de palme s'est consolidée de 22,5% à 291 741 tonnes, en raison de la hausse du rendement des plantations de Mouila et Awala. Par voie de conséquence, la production d'huile brute rouge a augmenté de 27,6% pour s'établir à 70 340 tonnes. De même, la trituration des noix de palme a permis de produire 3 790 tonnes d'huile palmiste, en hausse de 50,6% par rapport à la même période en 2019.

En raison des mesures barrières liées au contexte sanitaire, les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 17,5% et 20,3%.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Régime de palme	74 461	83 389	73 451	60 440	238 184	291 741	22,5%
Huile rouge	18 646	19 784	17 324	14 586	55 105	70 340	27,6%
Huile palmiste	355	344	2 084	1 007	2 517	3 790	50,6%
Effectifs (en nombre)	4 927	4 712	4 397	4 366	5 291	4 366	-17,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 083	3 195	2 962	3 149	15 537	12 389	-20,3%

Source : Enquête DGEPP

II.5.3 L'élevage bovin

Au terme de l'année 2020, l'activité de l'élevage bovin est globalement en baisse. En effet, malgré la quasi-stabilité du cheptel à 6295 bêtes (+0,2%), les ventes de viande ont chuté de 24,5% à 38,6 tonnes contre 51,1 tonnes l'année précédente. Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est fortement replié de 58,6% pour se situer à 208 millions de francs CFA en 2020. Cette situation est consécutive à l'arrêt des activités du Ranch Nyanga au dernier trimestre de l'année en vue de sa reprise imminente par un nouvel opérateur.

Evolution de l'élevage bovin

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Effectif du cheptel	6 509	6 327	6 230	6 295	6 285	6 295	0,2%
Vente de viande (en kg)	13 708	13 507	11 380	0	51 110	38 595	-24,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	69	75	64	0	502	208	-58,6%
Effectif	13	12	11	11	13	11	-15,4%
Masse salariale	18	20	6	0	84	43	-48,7%

Source : Enquête DGEPP

II.6.LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1. Le sucre

L'activité sucrière a enregistré de nouvelles performances mitigées en 2020. Ainsi, sur le plan agronomique, la production de granulé de 50 kg s'est établie à 22 641 tonnes, en baisse de 14,2% par rapport à l'année précédente, en raison des conditions climatiques défavorables et des effets des mesures barrières de lutte contre la propagation de la Covid-19.

Sur le plan industriel, la transformation de sucre a progressé de 9,9% à 22 499 tonnes, tirée par le sucre en morceaux (+19%). Dans le même temps, les importations de sucre ont progressé de 51,7% à 10 179 tonnes en vue de satisfaire la demande locale.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est hissé à 21,8 milliards de FCFA (+2,3%), en raison de l'augmentation des prix du sucre en début d'année et ce, malgré la baisse de 6,6% des quantités vendues.

Evolution de l'activité sucrière

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production totale (en tonnes)	0	2 521	16 713	3 407	26 400	22 641	-14,2%
Importation (en tonnes)	2 981	2 992	1 398	2 808	6 708	10 179	51,7%
Total du sucre transformé (en tonnes)	5 225	6 024	5 584	5 666	20 476	22 499	9,9%
Sucre (en morceaux)	2 700	3 149	3 810	3 580	11 119	13 239	19,1%
Autres (doses, granulés et sachets de 1 kg)	2 526	2 875	1 774	2 086	9 357	9 261	-1,0%
Ventes (en tonnes)	8 314	8 111	7 539	5 496	31 551	29 460	-6,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 626	5 505	5 146	5 351	21 350	21 628	1,3%
Effectifs	626	631	638	717	832	717	-13,8%
Masse salariale	1 222	1 438	1 409	2 016	5 860	6 085	3,8%

Source : Enquête DGEPP

II.6.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des contreperformances en 2020, suite à la fermeture d'un certain nombre d'activité non essentielles (restaurants, hôtels, boîtes de nuit, etc.) et de l'interdiction des manifestations d'évènements de plus de 30 personnes. Ainsi, la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a reculé de 3,5% pour se situer à 2,7 millions d'hectolitres.

En conséquence, le chiffre d'affaires a fléchi de 8,3% à 146 milliards de FCFA contre 147,8 milliards de FCFA l'année dernière. En matière d'emploi, les effectifs ont baissé de 5,3% à 1 011 agents à fin 2020, pour une masse salariale en progression de 18,3%, du fait du paiement de primes et autres bonifications de fin d'année.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en hectolitres)	690 790	603 855	687 489	742 078	2 821 928	2 724 212	-3,5%
Bières	399 606	373 825	459 922	468 989	1 711 257	1 702 342	-0,5%
Boissons gazeuses	270 286	216 315	202 266	244 502	1 022 150	933 369	-8,7%
Vins	9 970	6 853	12 335	12 793	43 794	41 951	-4,2%
Divers	10 928	6 862	12 966	15 794	44 727	46 550	4,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	37 335	31 114	37 384	40 140	159 207	145 973	-8,3%
Effectifs	1 065	1 038	1 034	1 011	1 059	1 011	-4,5%
Masse salariale	4 157	4 582	4 096	5 248	15 285	18 083	18,3%

Source : Enquête DGEPP

II.6.3. L'eau minérale

La branche de l'eau minérale a enregistré des résultats positifs à fin décembre 2020. En effet, la production totale d'eau minérale a augmenté de 2,3% à 1,1 million d'hectolitres, soutenue par la fermeté de la demande et le dynamisme des gammes proposées par Sobraga (Akewa, Aningo, etc.).

Dans ce contexte, les ventes ont généré un chiffre d'affaires de 21,3 milliards de FCFA, en hausse de 1,1% par rapport à 2019. Par contre, la masse salariale et les effectifs ont fléchi

respectivement de 5,3% et 12,4%.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production d'eau (en hectolitres)	332 701	305 535	241 272	228 592	1 082 926	1 108 100	2,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	6 363	5 117	4 325	5 519	21 085	21 324	1,1%
Effectifs	90	90	89	78	89	78	-12,4%
Masse salariale	279	277	281	273	1 172	1 111	-5,3%

Source : Enquête DGEPP

II.6.4. Les huiles et corps gras

L'activité de la branche de fabrication des huiles et corps gras s'est raffermie au dernier trimestre 2020, au regard des performances affichées durant cette période. Ainsi, la production totale a augmenté de 40% à 31 688 tonnes, portée par l'huile raffinée (+42%) et la stéarine (+66,6%).

Parallèlement, les ventes et les exportations des huiles et corps gras se sont renforcées respectivement de 34,6% et 44,6%, en raison de la fermeté de la demande domestique et extérieure. Le négoce des produits élaborés a généré une hausse du chiffre d'affaires de 24,9% à 23,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en tonnes)							
Huile raffinée (oléine)	3 518	5 564	4 798	4 892	13 221	18 772	42,0%
Savons	1 276	725	1 181	1 785	4 644	4 967	7,0%
Stéarine	1 544	2 234	2 117	2 054	4 771	7 948	66,6%
Ventes locales (en tonnes)	3 610	4 773	5 890	5 477	14 675	19 751	34,6%
Huile rouge (brute)	0	0	0	0	355	0	-100,0%
Oléine (huile raffinée)	3 647	4 638	5 326	4 794	12 735	18 405	44,5%
Savons	685	1 206	1 598	1 930	4 417	5 419	22,7%
Exportations (en tonnes)	8 491	6 317	18 237	23 079	38 817	56 123	44,6%
Huile Brute	7 472	2 727	15 655	20 213	35 817	46 068	28,6%
Huile palmiste	1 018	3 590	2 581	2 865	3 000	10 055	235,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 303	2 308	7 336	10 107	18 465	23 054	24,9%

Source : Enquête DGEPP

II.7. LES INDUSTRIES DU BOIS

Au terme de l'année 2020, les industries de transformation du bois ont connu globalement un fléchissement de leurs activités. En effet, la production de bois débités a baissé de 2,1% à 1 147 442 m³, en lien avec le ralentissement de l'activité occasionné par le Covid-19 et les difficultés d'approvisionnement en grumes des usines installées dans la zone de Nkok.

Sur le plan commercial, les exportations ont suivi cette tendance baissière pour se situer à 835 299 m³ (-4,3%). Cette évolution est liée à la réduction des flux dans les échanges commerciaux et à la contraction des commandes extérieures des bois débités. Par contre, les ventes locales se sont appréciées de 2,3%, justifiées par le dynamisme de la demande locale en

bois débités (industriels et entreprises du BTP pour l'essentiel).

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(En m ³)	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	292 973	238 551	301 518	314 401	1 172 050	1 147 442	-2,1%
Ventes locales	28 433	19 872	24 081	30 112	100 165	102 498	2,3%
Exportations	205 160	178 716	216 566	234 858	872 816	835 299	-4,3%

Source : Enquête DGEPF

II.7.1. Les unités de sciage

Les unités de sciage ont connu une détérioration des performances industrielle et commerciale en 2020. En effet, la production a régressé de 5,2% pour se situer à 646 265 m³, en raison du ralentissement de l'activité et du faible approvisionnement des unités en grumes.

Parallèlement, les ventes locales ont diminué de 13% à 65 415 m³, suite à la contraction de la demande locale. Cependant, les exportations se sont stabilisées à 478 846 m³ (+0,2%), en raison de la bonne tenue des commandes du marché asiatique.

Évolution de l'activité de sciage

(En m ³)	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	182 367	130 391	165 105	168 403	681 933	646 265	-5,2%
Ventes locales	18 296	10 762	15 887	20 470	75 226	65 415	-13,0%
Exportations	119 761	109 006	118 623	131 456	477 722	478 846	0,2%

Source : Enquête DGEPF

II.7.2. Les unités de déroulage

- **Le placage**

Le segment de fabrication des placages a enregistré des bonnes performances à fin décembre 2020. En effet, la production s'est stabilisée à 447 482 m³ (0,1%). Dans le même temps, les ventes locales ont fortement progressé de 58,2% à 28 202 m³, en raison de la fermeté de la demande locale de placage. Cependant, les exportations ont baissé de 12,4% pour s'établir à 316 278 m³, suite à la faiblesse de la demande internationale des produits en placage.

Évolution de l'activité de placage

(En m ³)	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	100 051	96 348	120 385	131 241	447 482	448 025	0,1%
Ventes locales	8 397	7 002	5 541	7 262	17 832	28 202	58,2%
Exportations	76 618	59 969	86 149	93 541	361 183	316 278	-12,4%

Source : Enquête DGEPF

- **Le contreplaqué**

Les performances industrielle et commerciale de l'activité de contreplaqué ont été appréciables. En effet, la production est passée de 42 634 m³ en 2019 à 53 152 m³ en 2020, soit une augmentation de 24,7%. Cette situation s'explique par un bon rythme d'approvisionnement en grumes et une utilisation optimale des équipements industriels.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations se sont appréciées de 24,9% et

18,4% respectivement, en raison de la fermeté du carnet de commandes.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(En m ³)	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production	10 556	11 812	16 027	14 757	42 634	53 152	24,7%
Ventes locales	1 739	2 108	2 653	2 381	7 108	8 881	24,9%
Exportations	8 781	9 740	11 794	9 861	33 911	40 175	18,5%

Source : Enquête DGEPP

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1. La chimie

- **Les peintures**

La branche des peintures a enregistré des contreperformances industrielle et commerciale. En effet, la production a régressé de 6,1% en 2020 pour se situer à 3 147 tonnes contre 3 3152 tonnes au cours de la même période l'année précédente. Cette situation est liée aux effets néfastes de la crise sanitaire du Coronavirus. Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance baissière (-9,2%) pour se situer à 8,1 milliards de FCFA en 2020 contre 8,9 milliards en 2019.

Evolution de l'activité des peintures

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	651,5	757,7	968,8	769,4	3 351	3 147	-6,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 942,5	1 421,1	2 617,9	2 116,0	8 893	8 098	-8,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	272,5	241,5	252,1	278,0	1 023	1 044	2,0%
Effectifs (en nombre)	87	86	84	83	86	83	-3,5%

Source : Enquête DGEPP

- **Les gaz industriels**

La production consolidée des gaz industriels a baissé de 20,3% pour se situer à 442 927 m³ contre 557 269 m³ en 2019. Cette contreperformance est liée au contexte sanitaire. La bonne tenue de l'azote gazeux, au dernier trimestre 2020, a permis d'atténuer la baisse.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a régressé de 1,8% pour s'établir à 2,7 milliards de FCFA. Parallèlement, les effectifs et la masse salariale se sont renforcés respectivement de 2,4% et 7,6% à 42 agents et 546 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Productions (en m ³)	137 702	63 590	108 981	133 654	557 269	443 927	-20,3%
Oxygène	37 012	40 016	86 518	73 992	344 230	237 538	-31,0%
Azote gazeux	2 812	0	2 868	12 686	10 015	18 366	83,4%
Azote liquide	92 056	21 695	10 362	40 392	169 986	164 505	-3,2%
Acétylène	5 822	1 879	9 233	6 584	33 038	23 518	-28,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	726	614	685	652	2 727	2 678	-1,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	123	121	138	165	508	546	7,6%
Effectifs (nombre d'agents)	41	40	42	42	41	42	2,4%

Source : Enquête DGEPP

II.8.2. Les matériaux de construction

L'activité de fabrication de ciment s'est tassée sur la période sous-revue. La production du ciment a ainsi reculé de 4,5% à 514 559 tonnes contre 538 983 tonnes au cours de la même période en 2019. Cette situation est consécutive à la paralysie de l'économie nationale née des mesures barrières prises pour endiguer la propagation de la pandémie du coronavirus. Corrélativement, les ventes ont reculé de 3%. Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance et a fléchi de 6,4% à 37,1 milliards de FCFA.

En matière d'emploi, les effectifs ont diminué de 6,1% à 108 employés, représentant une masse salariale de 1,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Importation de clinker (tonnes)	88 047	73 550	160 800	116 200	436 011	438 597	0,6%
Production de ciment (tonnes)	113 697	100 350	171 076	124 982	538 983	510 105	-5,4%
Ventes de ciment (en tonnes)	113 252	102 200	170 203	128 510	529 821	514 165	-3,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	8 011	7 244	12 739	9 124	39 681	37 119	-6,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	366	365	366	504	1 687	1 602	-5,1%
Effectifs	112	111	109	108	115	108	-6,1%

Source : Enquête DGEPP

II.8.3. La seconde transformation des métaux

L'accroissement des commandes publique et domestique en période de saison sèche a induit un affermissement des performances de la branche de transformation de l'aluminium. En effet, la production de tôles s'est située à 1 771,6 tonnes, soit une augmentation de 9,6%.

Le chiffre d'affaires a légèrement progressé (+1,5%) pour se situer à 4,8 milliards de FCFA contre 4,7 milliards de FCFA en 2019. A contrario, la masse salariale a baissé de 14,1% pour un effectif de 29 agents.

Evolution de l'activité de la transformation des métaux

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	379,6	354,1	635,4	402,5	1 617	1 772	9,6%
Tôles minces	98,0	103,0	200,1	75,4	421	477	13,3%
Tôles épaisses	281,6	251,1	435,3	327,1	1 196	1 295	8,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 016,9	1 000,5	1 577,1	1 197,8	4 721	4 792	1,5%
Masse salariale (en millions de FCFA)	69,2	92,1	68,7	91,0	374	321	-14,1%
Effectifs (en nombre d'agents)	29	30	29	29	28	29	3,6%

Source : Enquête DGEPP

II.8.4 L'industrie minière

L'activité de production d'alliages a enregistré des résultats négatifs dans l'ensemble en 2020. En effet, le Complexe Métallurgique de Moanda (C2M) a connu de nombreux dysfonctionnements d'ordre technique, avec l'arrêt définitif, en septembre, de l'activité d'électrolyse pour la production de manganèse métal. En conséquence, la production d'alliages de manganèse s'est située à 36 777 tonnes à fin 2020, soit une baisse de 23%.

Sur le plan commercial, on note tout de même une consolidation de 14,7% du volume des exportations, en raison de l'évacuation des stocks de silico manganèse accumulés sur le site de production. Le chiffre d'affaires s'est détérioré de 1,8% pour se situer à 26,748 milliards de francs CFA, en liaison avec le repli des cours des alliages de 3,7%.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production (en tonnes)	10 302	6 899	9 580	9 996	47 763	36 777	-23,0%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	9 196	6 655	9 577	9 996	39 607	35 424	-10,6%
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	1 106	244	3	0	8 156	1 353	-83,4%
Exportations (en tonnes)	17 234	9 032	4 659	15 543	40 509	46 468	14,7%
<i>Silico Manganèse (SiMn)</i>	14 800	8 437	4 617	15 542	33 398	43 396	29,9%
<i>Manganèse Métal (Mn Métal)</i>	2 434	595	42	1	7 111	3 072	-56,8%
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	9 825	6 563	2 436	7 924	27 229	26 748	-1,8%

Source : Enquête DGEPP

II.8.5 La fonderie

Les performances industrielles et commerciales de la fonderie se sont consolidées en 2020. En effet, la production totale s'est appréciée de 15,5% à 10 303 tonnes, tirée par les produits tels que le fer à béton (29,6%), le bronze (47,4%) et le cuivre (12,1%), en lien avec le frémissement de l'économie dès le troisième trimestre 2020.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a suivi la même tendance et s'est légèrement accru de 0,9% à 4,17 milliards FCFA, soutenu par une bonne tenue du carnet des commandes (domestique et extérieure). Dans le même temps, la masse salariale s'est stabilisée à 770 millions de FCFA pour un effectif de 209 personnes.

Evolution de l'activité de fonderie

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2 019	2 020	Var 20/19
Production totale (en tonnes)	2998	984	2995	3326	8917	10303	15,5%
Aluminium	364	201	448	426	1660	1439	-13,3%
Plomb	372	205	404	227	1200	1208	0,7%
Cuivre	289	263	282	257	973	1091	12,1%
Laiton	111	25	34	0	156	170	9,3%
Bronze	2	30	2	28	43	63	47,4%
Fer à béton	1860	259	1826	2387	4886	6332	29,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	988	839	1108	1239	4139	4174	0,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	191	170	205	204	769	770	0,2%
Effectifs (nombre d'agents)	230	230	221	209	221	209	-5,4%

Source : Enquête DGEFP

II.9. LA PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.9.1. L'électricité

La production nette d'électricité s'est légèrement améliorée (+0,6% à 2 396,2 Gwh en 2020), suite au relèvement des achats auprès de la société de patrimoine (+2,5%). Dans le même temps, les ventes facturées ont fléchi de 2,7% à 1 658 Gwh, sous l'effet des problèmes de facturation des consommations d'électricité et des contraintes sanitaires liées au covid 19. En conséquence, le chiffre d'affaires hors cession a baissé de 2,4%, à 172,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production nette (en GWh)	637	609	554	595	2 382	2 396	0,6%
Production nette SEEG	495	463	424	471	1 852	1 853	0,0%
Achats d'électricité à Société de Patrimoine	142	146	130	125	530	543	2,5%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	454	412	385	407	1 704	1 658	-2,7%
Volumes facturés MT hors cession	158	134	136	142	610	571	-6,5%
Volumes facturés BT hors cession	295	278	249	265	1 094	1 087	-0,6%
CA Total hors cession (millions de FCFA)	46 556	43 204	40 283	42 588	176 908	172 631	-2,4%
CA MT hors cession	13 227	12 199	12 254	12 532	52 808	50 213	-4,9%
CA BT hors cession	33 329	31 005	28 029	30 056	124 100	122 418	-1,4%
Prix du KWh MT (en FCFA)	83,6	90,9	90,1	88,5	87,0	88,2	1,4%
Prix du KWh BT (en FCFA)	112,9	111,7	112,5	113,3	113,7	112,4	-1,2%

Source : Enquête DGEFP

II.9.2. L'eau

La production cumulée d'eau a baissé de 0,9% à 117,17 millions de m³ à fin décembre 2020, en raison d'une saison sèche plus marquée. Sur le plan commercial, les ventes hors cession ont diminué de 1,1% à 61,2 millions de m³, du fait de la contraction de la demande liée au ralentissement de l'activité dans certains secteurs. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 2,3% à 23,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Production nette	29 623	29 699	29 151	28 696	118 198	117 170	-0,9%
Ventes hors cession	16 511	14 783	15 472	14 455	61 902	61 220	-1,1%
CA hors cession (en millions de FCFA)	6 392	5 730	6 007	5 669	24 352	23 799	-2,3%
Prix moyen du m ³ (en FCFA)	387	388	388	392	389	388	-0,4%

Source : Enquête DGEPP

II.10. LE RAFFINAGE

L'observé conjoncturel à fin décembre 2020 fait apparaître des résultats mitigés au niveau du raffinage du pétrole brut. En effet, le volume de brut traité s'est apprécié de 23,5% à 834 223 tonnes métriques, en lien avec l'approvisionnement régulier de l'usine en brut, facilité par l'apurement progressif de la dette de la compagnie auprès de ses principaux fournisseurs.

Sur le plan commercial, à l'exception du pétrole lampant et du Jet A1 qui ont connu des baisses respectives de volumes vendus de 20,1% et 23,7%, en raison la contraction des consommations des clients industriels (du transport aérien, pêcheurs artisanaux, etc.), les ventes des autres produits raffinés ont progressé sur les marchés local et extérieur.

Cependant, le chiffre d'affaires a baissé de 15,3% à 185,7 milliards de FCFA. Cette évolution procède de l'ajustement à la baisse des prix des produits pétroliers par l'administration chargée de la péréquation, afin de s'arrimer à la chute des cours du pétrole durant la période de crise sanitaire mondiale.

Evolution de l'activité de raffinage

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Total du brut traité	178 989	168 170	226 305	260 759	675 471	834 223	23,5%
Compte propre (tonnes métriques)	178 989	168 170	226 305	260 759	675 471	834 223	23,5%
Ventes de Sogara							
Butane (TM)	1 126	2 431	2 731	8 502	6 817	14 791	117,0%
Super (m ³)	10 255	13 724	18 873	35 274	55 907	78 126	39,7%
Pétrole lampant (m ³)	1 725	2 506	470	0	5 885	4 701	-20,1%
Jet A1 (m ³)	8 918	3 574	14 166	15 233	54 888	41 890	-23,7%
Gas-oil moteur (m ³)	64 592	60 539	61 530	118 243	209 668	304 903	45,4%
Jet A1 export (TM)	0	6 932	13 477	4 031	11 847	24 440	106,3%
Résidu atmosphérique (TM)	89 765	91 306	94 383	123 717	387 953	399 170	2,9%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	49 500	27 572	40 900	67 684	219 296	185 657	-15,3%
Chiffre d'affaires intérieur	30 565	17 767	23 894	40 400	120 511	112 625	-6,5%
Chiffre d'affaires export	18 936	9 805	17 007	27 284	98 785	73 031	-26,1%

Source : Enquête DGEPP

II.11. LES BTP

L'activité du secteur des BTP a chuté de 19,2% en glissement annuel, pour un chiffre d'affaires de 58,6 milliards de FCFA. Cette nouvelle contreperformance est consécutive à la baisse de la demande, notamment le repli du budget d'investissement, compte tenu de la diminution des

ressources publiques. De même, cette baisse d'activité est en partie imputable aux mesures barrières prises pour freiner la propagation de la pandémie du coronavirus. L'assouplissement desdites mesures a permis d'atténuer ce reflux, grâce à une consolidation au dernier trimestre de l'année, en lien avec les travaux de réparation des zones instables sur le réseau du chemin de fer, les chantiers de modernisation des voiries urbaines, etc.

Evolution de l'activité des BTP

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2 019	2 020	Var 20/19
Production vendue	20 031	13 449	11 996	13 123	72 449	58 599	-19,2%
Bâtiment, Génie-Civil	16 214	11 057	9 083	7 069	55 394	43 424	-21,6%
Lignes Eau, Electricité, Téléphone	3 817	2 392	2 913	6 054	17 105	15 175	-11,3%

Source : enquête DGEFF, estimations DGEFF

II.12. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1. Le transport urbain

Le transport terrestre a été marqué en 2020 par le lancement des activités de la nouvelle société de transport Trans'Urb, dans un contexte marqué par la crise sanitaire au Coronavirus. Cela s'est traduit par le renforcement du parc automobile (+277%) à une moyenne de 113 véhicules (taxi, bus et autobus) en 2020 contre 30 véhicules en 2019.

Evolution de l'activité transport urbain

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Parc automobile (moyenne sur période)	23	150	164	159	30	113	276,7%
<i>Bus</i>	12	124	145	136	15	104	575,1%
<i>Taxi</i>	11	26	19	23	13	20	51,3%
Passagers transportés (milliers de personnes)	568	2 624	4 463	4 614	2 122	12 269	478,1%
<i>Bus</i>	568	2 623	4 463	4 614	2 112	12 268	480,7%
<i>Taxi</i>	0	1	0	0	10	1	-88,7%

Sources : Enquête DGEFF

Dans ces conditions, le nombre de passagers transportés est passé de 2,1 millions en 2019 à 12,2 millions de personnes en 2020. Cette évolution a été confortée par la décision de gratuité de transport durant la période de crise sanitaire pour tous les usagers du Grand Libreville.

Par contre, les opérateurs de transport transurainien ont subi les effets liés aux mesures restrictives consistant à interdire les voyages vers l'intérieur du pays et limiter le nombre de passagers par voiture.

II.12.2. Le transport aérien

Le transport aérien a enregistré une évolution négative de l'ensemble des indicateurs, en raison du contexte sanitaire mondial qui a paralysé les transports. A ces mesures prises au plan international s'ajoutent les dispositions mises en place localement visant la réduction du flux des passagers. Dans ce contexte, les mouvements commerciaux des avions ont chuté de 52,4% à 7581 vols, le nombre de passagers s'est effondré de 62,4% à 298 629 personnes transportées et le volume du fret a baissé de 9,1%.

Evolution de l'activité du transport aérien

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Mouvements Avions Commerciaux	3 302	611	1 199	2 169	15 312	7 281	-52,4%
- Réseau domestique	1 087	257	509	1 017	5 318	2 870	-46,0%
- Réseau international	2 215	354	690	1 152	9 994	4 411	-55,9%
Passagers	155 917	6 387	41 556	94 868	793 399	298 728	-62,3%
- Réseau domestique	33 253	1 568	5 981	22 022	159 005	62 824	-60,5%
- Réseau international	101 898	4 494	34 408	66 120	531 735	206 920	-61,1%
- Transit	20 766	325	1 167	6 726	102 659	28 984	-71,8%
Volume du fret (en tonnes)	3 257	2 831	3 152	3 007	13 467	12 247	-9,1%
- Réseau domestique	214	84	91	124	633	513	-18,9%
- Réseau international	3 042	2 747	3 061	2 883	12 834	11 734	-8,6%

Source : Enquête DGEPP

Toutefois, une inversion de tendance a été amorcée depuis la fin du troisième trimestre, suite à l'allègement des contraintes sanitaires qui s'est traduit par la décision gouvernementale d'augmenter la fréquence des vols de transport des passagers, tant sur le plan domestique qu'à l'international.

II.12.3. Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire a consolidé ses performances grâce à la bonne tenue de l'activité minière. Ainsi, le volume global des marchandises acheminées par rails s'est renforcé de 24,4% à 8,9 millions de tonnes. Cependant, le transport des passagers (-49,3) a fortement reculé du fait de l'interdiction provisoire de déplacement des personnes entre le Grand Libreville et le reste du Gabon entre mars et juin 2020.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est établi à 91, 2 milliards de FCFA, en hausse de 16,9% sur la période sous revue.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Nombre de passagers	59 303	0	42 456	61 354	321 920	163 113	-49,3%
Volume global des marchandises (en T)	1 954 706	2 440 475	2 272 442	2 246 518	7 166 935	8 914 142	24,4%
Grumes	91 977	116 119	93 677	76 651	378 474	378 424	0,0%
Bois débités	4 720	3 258	2 925	5 986	18 240	16 889	-7,4%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	16 968	26 153	18 758	18 030	72 761	79 909	9,8%
Manganèse	1 745 904	2 200 650	2 067 375	2 047 713	6 248 610	8 061 642	29,0%
Produits C2M	11 063	13 283	9 202	4 430	77 078	37 978	-50,7%
Produits pétroliers	17 262	17 908	18 540	18 389	64 966	72 099	11,0%
Autres marchandises	68 244	63 104	61 966	75 319	306 806	268 633	-12,4%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	20 652	22 740	22 625	25 257	78 078	91 274	16,9%

Source : Enquête DGEPP

II.12.4. L'activité portuaire à Owendo

- **Ports sous douane gérés par GSEZ SA**

L'activité au port sous douane d'Owendo, dont la gestion a été concédée par OPRAG à GPM et à GSEZ (MT et Cargo), a enregistré des résultats en hausse à fin décembre 2020. En effet, le volume global des marchandises manipulées a progressé de 15,8% à 9,8 millions de tonnes. Cette bonne performance est attribuable au bon comportement du trafic manganèse avec plus de 31% de hausse, à 8 millions de tonnes exportées sur la période sous revue. La reprise plus rapide qu'anticipé de l'économie Chinoise a permis d'atteindre ce résultat.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a suivi la même haussière, soit 8,1% à 89,5 milliards de FCFA. La masse salariale a progressé de 22,6% pour des effectifs en légère inflexion de 1,4% en glissement annuel.

Evolution de l'activité portuaire à Owendo

	Fin décembre		
	2 019	2 020	Var 20/19
Mouvements des bateaux	1 210	1 271	5%
Volume global de marchandises (en tonnes)	8 475 892	9 813 222	15,8%
Bois débités	199 764	209 752	5%
Manganèse	6 139 783	8 063 482	31,3%
Autres marchandises	2 136 346	1 539 987	-27,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	82 889	89 573	8,1%
Effectif permanent (nombre d'agents)	940	927	-1,4%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	10 220	12 528	22,6%

Sources : GSEZ Cargo, GSEZ MT, GPM, OPRAG

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

La branche des télécommunications s'est caractérisée à fin décembre 2020 par une évolution contrastée de ses principaux indicateurs. En effet, le nombre total d'abonnés au téléphone a augmenté de 2% à 3,07 millions de personnes, porté par le relèvement significatif du nombre d'abonnés au téléphone fixe (+16,1%). Cette tendance a également été observée au niveau de l'abonnement internet mobile, matérialisée par un rebond de 1,2% sur la période observée.

Evolution de l'activité des télécommunications

(En milliers)	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	51,9	50,7	55,9	57,6	223,1	216,1	-3,2%
Nombre d'abonnés au mobile	2 944	2 791	3 001	3 050	2 993	3 050	1,9%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	22,7	23,3	24,9	25,9	22,3	25,9	16,1%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 967	2 814	3 026	3 076	3 015	3 076	2,0%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM	2 005	1 890	1 994	2 071	2 049	2 071	1,1%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	18,4	19,6	20,6	21,5	18,0	21,5	19,9%
Nombre d'abonnés total à l'internet	2 024	1 910	2 014	2 092	2 067	2 092	1,2%

Sources : Enquête DGEFF

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est replié de 3,2% à 216,1 milliards de FCFA sur la période d'étude, imputable à la téléphonie mobile qui connaît une réduction continue des tarifs des communications et des forfaits, dont la tendance est exacerbée par la crise du Covid-19.

II.14 LE COMMERCE

II.14.1 Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires du commerce général structuré a reculé de 1,2% à 330 milliards de FCFA contre 333,95 milliards en 2019. Cette baisse est une conséquence des mesures de confinement mises en place pour contenir la propagation du virus Covid-19, obligeant plusieurs entreprises à modifier leurs horaires de fonctionnement, dans un contexte de diminution de la demande domestique.

Evolution du commerce général structuré

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	82,7	77,3	83,3	86,7	334,0	330,0	-1,2%

Source : Enquête DGEPP

II.14.2. Le commerce des véhicules

- Véhicules utilitaires

A fin 2020, le commerce des véhicules neufs a enregistré un recul des ventes de l'ordre de 8,4%, traduisant ainsi l'impact de la pandémie du covid-19 sur le secteur.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2 019	2 020	Var 20/19
Nombre d'unités vendues	748	611	455	749	2 799	2 563	-8,4%

Sources : Enquête DGEPP

- Véhicules industriels

Après douze (12) mois d'activité en 2020, la branche du commerce de véhicules industriels a vu son chiffre d'affaires se consolider de 28,5% à 35,2 milliards de FCFA. Ce fort rebond est lié à une importante livraison d'engins au secteur minier dans le cadre du projet de la mise en exploitation d'un gisement de manganèse dans le Haut-Ogooué.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	5,7	7,6	8,6	13,3	27,4	35,2	28,5%

Source : Enquête DGEPP

II.14.3. Le commerce des produits pétroliers

Les ventes cumulées des produits pétroliers raffinés ont baissé de 8,6%, soit 597 947 tonnes métrique contre 654 076 tonnes métrique en 2019. Cette contreperformance est due à une demande en berne du fait des mesures de confinement et de restrictions des déplacements routiers et aériens durant la période de crise sanitaire.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Volumes vendus (tonnes métriques)	166 038	123 361	150 268	158 280	654 076	597 947	-8,6%
<i>dont Gasoil</i>	120 968	88 120	107 198	112 712	466 529	428 998	-8,0%
<i>Supercarburant</i>	19 827	15 317	20 324	22 513	80 909	77 981	-3,6%
<i>Kérosène</i>	6 938	1 983	3 493	4 487	33 713	16 901	-49,9%

Source : Enquête DGEPP

II.14.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a enregistré une consolidation de 2,4% de son chiffre d'affaires qui s'est ainsi établi à 62,2 milliards de FCFA en 2020. Pour l'essentiel, cette performance s'explique par une bonne rotation des stocks pour se prémunir des risques de pénurie en période de crise sanitaire et la mise en place d'un fonds spécial pour la prise en charge des médicaments des Gabonais Economiquement Faibles (GEF).

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	15,8	14,8	15,9	15,6	60,7	62,2	2,4%

Source : Enquête DGEPP

II.15. LES AUTRES SERVICES

II.15.1. Les Services rendus aux entreprises

L'activité des services rendus aux entreprises s'est détériorée en 2020. Le chiffre d'affaires a baissé de 9,2% pour s'établir à 21,5 milliards de FCFA contre 23,6 milliards en 2019.

Le contexte économique marqué par l'impact de la crise sanitaire a occasionné des tensions de trésorerie, la perte des contrats avec les clients, la suspension des prestations, les retards de paiement de la dette intérieure et la fermeture d'entreprises. Au niveau de l'emploi, les effectifs ont baissé de 4,2% pour une masse salariale en hausse de 13,9%.

Evolution de l'activité des services aux entreprises

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2 019	2 020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	6 393	5 341	4 170	5 518	23 591	21 423	-9,2%
Masse salariale	1 787	1 644	2 237	1 762	6 523	7 430	13,9%
Effectifs (en nombre)	313	310	303	299	312	299	-4,2%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.2. Les Services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers n'ont pas été épargnés par la crise du Covid-19 qui a bouleversé l'environnement économique national. Ainsi, le chiffre d'affaires de cette branche a reculé de 15,9% à fin décembre 2020 (soit 36,7 milliards de FCFA) comparativement à la même période de 2019, avec un effondrement au second trimestre. Cette tendance a été atténuée au second semestre grâce aux mesures d'allègement prises par les autorités gouvernementales.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 493	6 578	9 300	10 354	43 658	36 726	-15,9%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.3. Les Services immobiliers

La branche des services immobiliers a confirmé les performances enregistrées dès le début de l'année. En effet, suite à la bonne tenue des transactions locatives, soutenues par la demande croissante en logements, la vente des parcelles et la stabilité dans la gestion des portefeuilles, le chiffre d'affaires réalisé par les services immobiliers a plus que doublé, passant de 3,76 milliards de FCFA à près de 8,73 milliards de FCFA en 2020.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2 019	2 020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	540	1 450	2 580	4 157	3 767	8 728	131,7%

Sources : Enquête DGEPP

II.15.4. Les Services de réparation mécanique

L'activité de réparation mécanique a généré un chiffre d'affaires de 18,1 milliards de Fcfa, en hausse de 5,5%. Ce regain s'explique par l'accroissement des commandes en pièces détachées émanant des entreprises évoluant dans les secteurs jugés prioritaires par le gouvernement.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	1T20	2T20	3T20	4T20	Fin décembre		
					2019	2020	Var 20/19
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 732	3 655	4 418	5 342	17 202	18 146	5,5%

Sources : Enquête DGEPP

II. 16 L'HOTELLERIE-LA RESTAURATION-LE TOURISME

Le secteur de l'hôtellerie, Restauration et Tourisme caractérisé par sa promiscuité et ses contacts interpersonnels, a été le secteur le plus durement impacté par la pandémie de Covid 19. En effet, en 2020, l'activité de ce secteur s'est fortement contractée du fait de la mise en œuvre de mesures gouvernementales pour freiner la propagation de la maladie. Ainsi, on a enregistré un ralentissement du flux international (suite à la limitation des vols), la fermeture des hôtels, des restaurants et autres lieux de divertissements.

En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé a chuté de 52%, de même que les autres variables de suivi d'activité. Cette baisse a tout de même été contenue par la bonne tenue des hôtels ayant signé des contrats avec les sociétés pétrolières devant faire observer une quarantaine d'une semaine à leurs agents avant leur départ vers les sites d'exploitation et au retour, conformément au protocole sanitaire dédié à leur secteur.

Dans le même temps, le recul de la masse salariale (29 %) et celui des effectifs (14%) s'expliquent par la généralisation de la mise en chômage technique des agents au sein de la quasi-totalité des structures.

Evolution de l'activité des hôtels

(en millions de FCFA)	Fin décembre		
	2 019	2 020	Var 20/19
Chiffre d'affaires	17 247	8 311	-52%
Nombre de clients	200 373	124 200	-38%
Taux d'occupation (%)	37	33	-7 pts
Prix moyen/chambre (fcfa)	64 308	59 164	-8%
Effectifs (nombre d'agents)	735	634	-14%
Masse salariale	5 665	4 031	-29%

Sources : Radisson Blu, Park Inn, Etoile d'Or, Hôtel Boulevard, Nomad, Somotel, Le Cristal, 9 Provinces, Hôtel Masuku, Le Mvet Palace, Hôtel Le Minkébé, Apily, Hôtel Mandji, Hôtel Le Geadro, Hôtel Bambou

II. 17 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 La situation du bilan

Au 31 décembre 2020, le total agrégé du bilan des banques a augmenté de 5,3% à 2 835,6 milliards de FCFA contre 2 692,6 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts de la clientèle (+3,4% à 2 177,9 milliards de FCFA), ainsi qu'à celle des capitaux permanents (+13,4%) et des provisions pour dépréciation des comptes (+6,1).

Aussi, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 140% au 31 décembre 2019 à 147,7% en décembre 2020. Les créances en souffrance ont baissé de 2,2% pour s'établir à 156 milliards de FCFA à la fin décembre 2020. Elles représentent 9,8% des crédits bruts.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	2019/2020
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 071,9	2 105,6	2 177,9	3,4%
Crédits bruts	1 695,4	1 621,8	1 598,1	-1,5%
Créances en souffrance	289,8	159,5	156,0	-2,2%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	153,3	117,9	125,1	6,1%
CREDITS NETS	1 542,1	1 503,8	1 473,0	-2,0%
CAPITAUX PERMANENTS	3 196,0	370,8	420,4	13,4%
VALEURS IMMOBILISEES	191,2	241,1	257,2	6,7%
AUTRES POSTES NETS	42,3	15,7	-5,5	-135,0%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	700,6	747,1	862,6	15,5%
TOTAL DU BILAN	2 639,9	2 692,6	2 835,6	5,3%

Source : COBAC

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont progressé de 3,4% à 2 177,9 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2020, tirées par les hausses simultanées des comptes à vue et des comptes à terme.

Les ressources à vue ont progressé de 5,2% à 1 511,8 milliards de FCFA, sous l'effet des augmentations conjuguées des dépôts privés (+8,8%), des dépôts publics (+8,2%) et des dépôts des non-résidents (+31,4%). Les ressources à vue ont représenté 69,4% du total des dépôts contre 68,3% à la même période de l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 573,6 milliards de FCFA en décembre 2020 contre 532,3 milliards en décembre 2019, soit une hausse de 7,8%. Ces ressources ont représenté 26,3% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	2019/2020
Comptes à vue	1 271,7	1 437,7	1 511,8	5,2%
Comptes à terme	672,7	510,7	550,0	7,7%
Comptes de dépôts à régime spécial	21,1	21,6	23,6	9,3%
Autres comptes	90,2	126,8	84,1	-33,7%
Dettes rattachées	16,2	8,8	8,4	-4,5%
TOTAL DES DEPOTS	2 071,9	2 105,6	2 177,9	3,4%

Source : COBAC

Les dépôts publics ont baissé de 8,2% à 92,7 milliards de FCFA à fin décembre 2020. Ils ont représenté 4,3% du total des dépôts collectés contre 4,1% à la fin décembre 2019. Aussi, les dépôts du secteur privé non financier ont augmenté de 8,8% à 1 859 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	2019/2020
Dépôts publics	103,1	85,7	92,7	8,2%
Dépôts des entreprises publiques	71,2	108,5	44,6	-58,9%
Dépôts privés	1 743,7	1 707,9	1 859,0	8,8%
Dépôts des non-résidents	47,5	67,9	89,2	31,4%
Dépôts non ventilés	106,4	135,6	92,4	-31,9%
TOTAL DES DEPOTS	2 071,9	2 105,6	2 177,9	3,4%

Source : COBAC

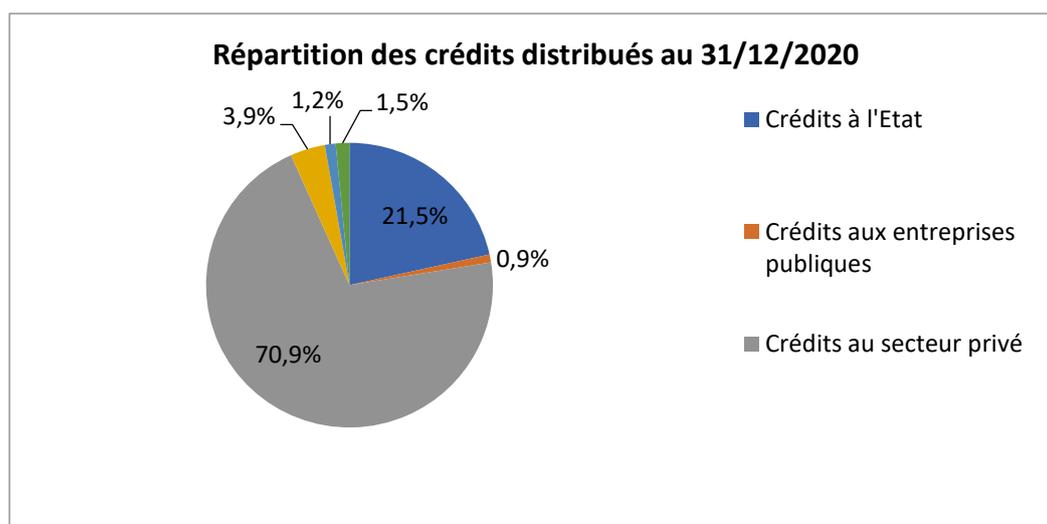
II.17.2.2 Les crédits distribués

Les crédits bruts distribués ont reculé de 1,5% à 1 598,1 milliards de FCFA contre 1 621,8 milliards en 2019, impactés essentiellement par la baisse des crédits accordés à l'Etat. En effet, les crédits octroyés à l'Etat ont baissé de 22,1% à 344,2 milliards de FCFA à la fin du quatrième trimestre 2020. Ceux-ci ont représenté 21,5% de l'ensemble des crédits bruts distribués.

En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont connu une hausse de 2,9% à 1 132,6 milliards de FCFA en décembre 2020. Ils ont représenté 70,9% du total des crédits contre 67,9% en décembre 2020.

Les crédits consentis aux entreprises publiques ont représenté 0,9% du total des crédits bruts. Ils ont régressé de 11,7% à 14,4 milliards de FCFA à la fin de décembre 2020 contre 16,3 milliards un an auparavant.

Enfin, on note une hausse des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 19,5 milliards de FCFA en décembre 2020 contre 16,5 milliards un an plus tôt.



Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	2019/2020
Crédits à l'Etat	491,2	441,7	344,2	-22,1%
Crédits aux entreprises publiques	14,0	16,3	14,4	-11,7%
Crédits au secteur privé	1 113,8	1 100,4	1 132,6	2,9%
Crédits aux non-résidents	39,6	25,6	62,8	145,3%
Encours financier des opérations de crédit-bail	15,7	16,5	19,5	18,2%
Autres créances	21,1	21,3	24,6	15,5%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 695,4	1 621,8	1 598,1	-1,5%

Source : COBAC

II. 18. LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE

L'analyse de l'activité des Etablissements de Microfinance à fin décembre 2020, met en évidence une croissance des ressources et des emplois. Toutefois, en dehors de la configuration du secteur, l'analyse de l'activité de la microfinance porte essentiellement sur quinze (15) établissements dont neuf (9) sociétés anonymes qui totalisent des fonds propres de 10,9 milliards de FCFA, un encours de dépôts de 64,3 milliards de FCFA et un encours de crédits de 60,7 milliards de FCFA.

Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

En milliards de FCFA	Décembre 2018	Décembre 2019	Décembre 2020	Var20/19
Fonds propres	5,7	9,1	10,9	19,8%
Encours de dépôts	57,3	60,4	64,3	3,8%
Encours de crédits	46,9	51,9	60,7	14,3%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

II.18.1. La configuration du secteur

L'offre de services financiers de proximité est assurée par 20 EMF (contre 9 en décembre 2019) dont un réseau de six (6) coopératives d'épargne et de crédit et treize (13) sociétés anonymes.

Cette répartition consacre toujours, le contrôle du secteur par les sociétés anonymes qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

On a dénombré dix (10) agences supplémentaires, suite à l'élargissement des activités de deux opérateurs à Libreville, portant ainsi leur nombre à 88 agences. Toutefois, les activités sont majoritairement concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Dénombrement des EMF

	Décembre 2018	Décembre 2019	décembre 2020	Var20/19
Nombre d'EMF	14	19	20	5,3
Nombre d'agences	69	78	88	7,4

Sources : EMF/Cellule Microfinance

II.18.2. La clientèle des EMF

L'ouverture des nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation de la clientèle. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 12,9% de sa clientèle qui passe de 221953 à 250571 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers. Cependant, quatre principaux établissements (FINAM, Loxia, EDG et Express-Union) regroupent à eux seuls 93% des clients du secteur.

Evolution de la clientèle et des effectifs (par unité de personnes)

	Décembre 2018	Décembre 2019	Décembre 2020	Var20/19
Usagers (par unité)	194196	221953	250571	12,9%
Effectifs (par unité)	602	612	674	10,13%

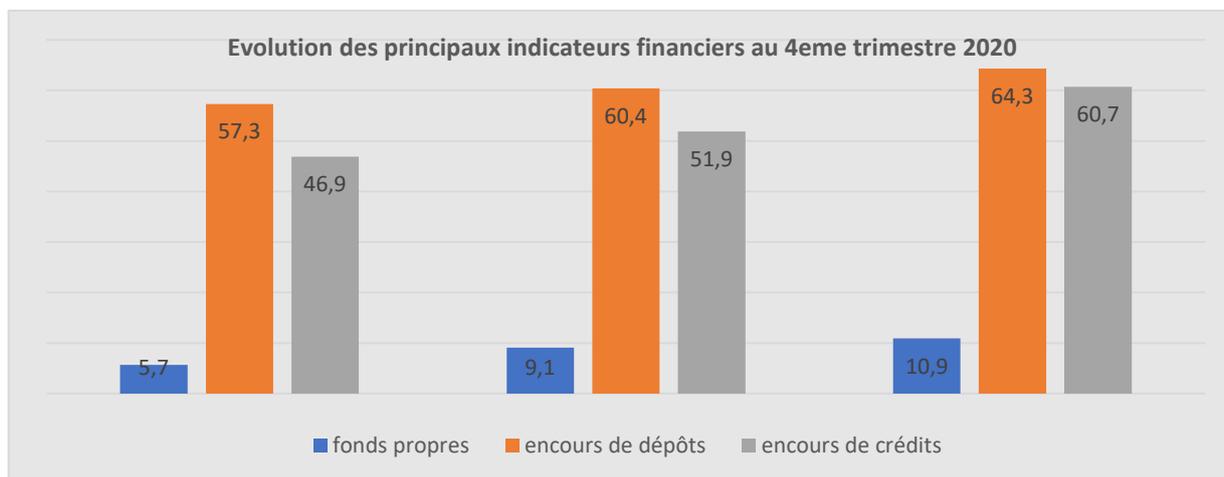
Sources : EMF/Cellule Microfinance

De 612 agents en 2019, l'effectif du secteur a augmenté de 10% pour atteindre 674 salariés en septembre 2020, à la suite de nouveaux recrutements liés à l'ouverture de nouvelles agences.

II.18.3. Capitaux propres et intermédiation financière

Au quatrième trimestre 2020, les fonds propres des EMF établis à 10,9 milliards de FCFA ont augmenté de 19,8%, suite au dépassement, par plusieurs EMF, de la limite du capital social exigé par la réglementation fixée à 300 millions de FCFA.

L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une hausse d'activité, traduisant une amélioration de l'inclusion financière. En effet, les dépôts de la clientèle se sont consolidés de 3,8% à 64,3 milliards de FCFA, grâce aux performances commerciales des leaders du secteur. Parallèlement, les crédits bruts se sont accrus de 14,3% par rapport à leur niveau de 2019 ; les EMF faisant preuve de souplesse face aux besoins d'exploitation des petites et moyennes entreprises durement secouées par la crise sanitaire.



La structure des taux

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en septembre 2019, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs varient de 4,5% à 5% et débiteurs de 14 à 24% par an, soit un taux débiteur moyen de l'ordre de 16% et 33%.

II. 19. LE SECTEUR DES ASSURANCES

Le chiffre d'affaires consolidé à fin décembre 2020 du secteur des Assurances a progressé de 4,7% par rapport à fin décembre 2019, passant ainsi de 85,73 milliards de FCFA à 89,74 milliards de FCFA. Cette hausse est liée aux bonnes performances enregistrées dans les branches Non Vie (3,9%) et Vie (7,20%).

Evolution du Chiffre d'affaires du secteur Assurance en 2019 et 2020

En milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		Var %	Parts
	T4-19	T4-20	T4-20/T4-19	T4-20
Branches				T4-20
Non Vie	65,31	67,85	3,9%	76%
Vie	20,42	21,89	7,20%	24%
Total	85,73	89,74	4,7%	100%

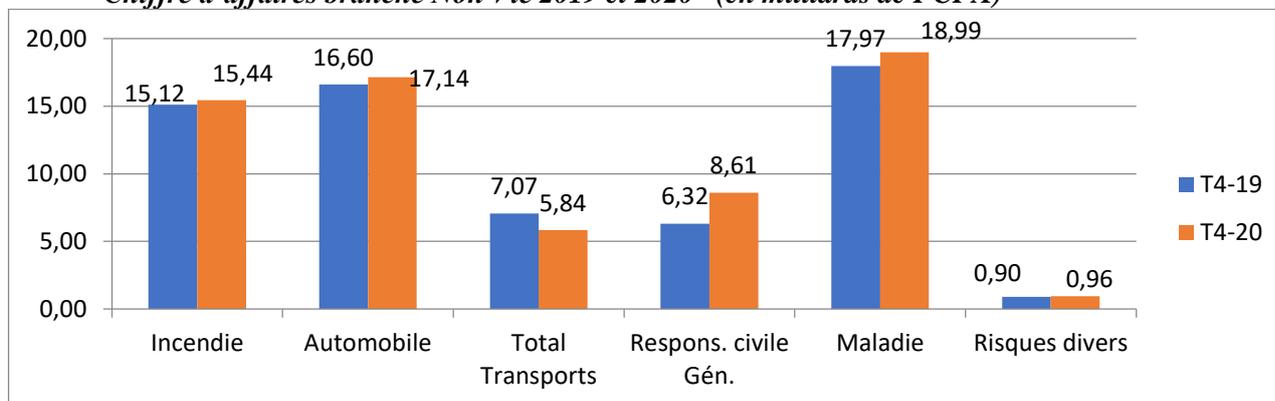
Source : ASSINCO, Groupe SAHAM ; Groupe NSIA, Groupe SUNU, AXA, Groupe OGAR.

II.19.1 La Branche Non Vie

Cette branche représente 76% du total de l'encaissement du secteur. Le chiffre d'affaires s'est amélioré de 3,9% à 67,85 milliards à fin décembre 2020 contre 65,31 à la même période en 2019. Cet accroissement provient de la collecte des primes sur les produits classiques qui sont : Responsabilité Générale (soit 36,3% à 8,61 milliards de FCFA) et Assurance Maladie/Assistance (soit 5,7% à 18,99 milliards de FCFA).

En revanche, le segment Total transports a reculé de 17,4%, soit 5,84 milliards de FCFA en décembre 2020 contre 7,07 milliards de FCFA en décembre 2019.

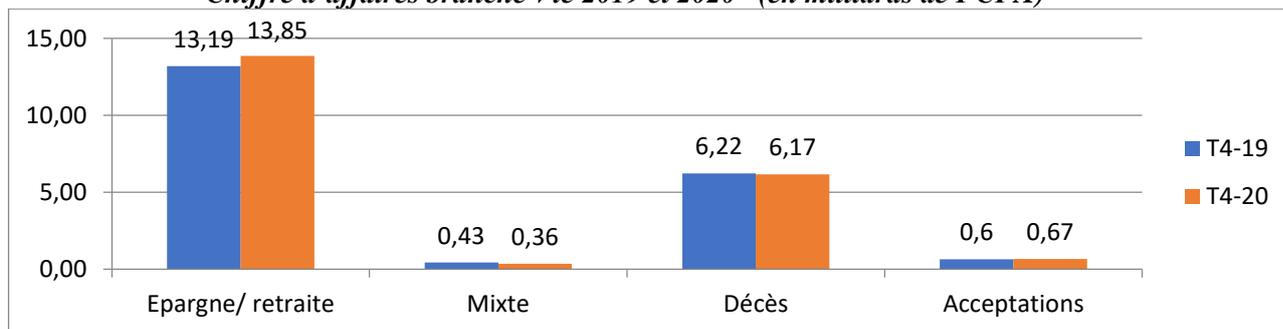
Chiffre d'affaires branche Non Vie 2019 et 2020* (en milliards de FCFA)



II.19.2. La Branche Vie

La Branche Vie englobe 24% de l'encours des primes du secteur. L'encaissement Vie a atteint 21,89 milliards de FCFA à fin décembre 2020, soit une hausse de 7,20%. Cette embellie est étroitement liée au dynamisme des segments « Décès » et « Acceptations » qui ont affiché respectivement des taux de 12% et 13% à la hausse, à 3,94 milliards de FCFA et 71 millions de FCFA.

Chiffre d'affaires branche Vie 2019 et 2020* (en milliards de FCFA)



Sinistres réglés

Le coût global des sinistres payés a cru de 6% à 42,66 milliards de FCFA à fin décembre 2020 contre 40,39 milliards l'année précédente. En assurance Non Vie, la charge des sinistres s'est améliorée de 11% à 30,98 milliards de FCFA à fin décembre 2020. Par contre, dans le même temps, en assurance Vie, le montant des sinistres payés a diminué de 6% à 11,68 milliards à fin 2020 comparativement à la même période en 2019 où il se situait à 12,43 milliards.

Commissions Versées

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires a augmenté de 4% à 44,66 milliards de FCFA en fin décembre 2020. Parallèlement, celles versées pour le compte des activités Non Vie ont progressé de 5% à 43,76 milliards de FCFA à fin décembre 2020. En revanche, en assurance Vie, les intermédiaires ont encaissé 910 millions de FCFA à fin décembre 2020 contre 1,22 milliard de FCFA à la même période un an plus tôt, soit une baisse de 25,8%.

II. 20. LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin décembre 2020, Alios Finance Gabon et Finatra sont les deux établissements financiers qui composent le secteur. Ils ont pour principales activités ; le crédit à la consommation, le crédit-bail, le crédit d'investissement et le crédit à longue durée.

II.20.1 Les ressources

Les ressources des établissements financiers se sont érodées de 23,9% par rapport à l'an dernier, passant de 35,6 milliards de FCFA à 27,1 milliards de FCFA. Cette situation reste tributaire essentiellement de la baisse combinée de la dette bancaire (-26,7% à 18,2 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-17,3% à 8,9 milliards de FCFA). De plus, l'un des opérateurs du secteur affiche depuis 2018 des résultats en baisse constante, qui se sont traduits par un arrêt de production.

Evolution des ressources au quatrième trimestre 2020 (en milliards de FCFA)

	4 ^{er} trimestre 2019	4 ^{er} trimestre 2020	Var 2020/2019
Capitaux propres	10,7	8,9	-17,3%
Dettes bancaires	24,8	18,2	-26,7%
Ressources	35,6	27,1	-23,9%

Source : établissements financiers

II.20.2 Les emplois

Au quatrième trimestre 2020, les emplois se sont contractés de 13,5% à 20,9 milliards de FCFA, malgré la hausse des crédits à court terme. Cette baisse de l'activité est attribuable en grande partie à la diminution des crédits-bails de 22,7% à 14,0 milliards de FCFA, et à la réduction des crédits à moyen terme de 7,8% à 2,5 milliards de FCFA.

Evolution des emplois au quatrième trimestre 2020 (en milliards de FCFA)

	4 ^{er} trimestre 2019	4 ^{er} trimestre 2020	Var 2020/2019
Crédits à court terme	3,3	4,4	31,7%
Crédits à moyen terme	2,8	2,5	-7,8%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	18,1	14,0	-22,7%
Total	24,2	20,9	-13,5%

Source : établissements financiers

II.20.2.1 Investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, on note une hausse de (+10,5%) des créances impayées, soit 4,4 milliards, consécutive à l'atonie observée du secteur du fait de la pandémie du COVID-19.

Evolution des emplois au quatrième trimestre 2020 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	4 ^{er} trimestre 2019	4 ^{er} trimestre 2020	Var 2020/2019
Investissements	0,1	0,0	-
Titre de participation	0,3	0,3	0,0%
Créances impayées	4,0	4,4	10,5%

Source : établissements financiers

III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION

L'année 2020 a été marquée par une baisse des prix à la consommation, malgré une légère hausse amorcée depuis le mois de juin 2020. En effet, le taux d'inflation moyen s'est établi à 1,3% contre 2,0% en 2019. En glissement mensuel, les prix ont progressé de 1,6% contre 1,0% en décembre 2019.

Les principales raisons de cette hausse des prix proviennent des effets induits des mesures restrictives prises par le Gouvernement dans le cadre de la riposte contre la pandémie de Covid-19. Les postes les plus affectés sont : les « Transports » (+7,0%), les « Produits alimentaires » (+1,7%), les « Communications » (+2,1%) et l'« Enseignement » (+2,7%).

La progression des prix des produits alimentaires provient des variations significatives dans les fonctions « Pains » (+5,3%), « Poissons et autres produits séchés ou fumés » (+9,2%), « Légumes frais en fruits ou racines » (+4,2%), « Légumes frais en feuilles » (+4,8%) et « Tubercules plantains » (+6,4%).

La hausse des prix des transports est liée aux restrictions imposées par le Gouvernement, notamment, la limitation du nombre de place dans le transport en commun et le paiement des tests PCR Covid-19 pour tous les voyageurs.

Par contre, un léger recul des prix a été observé dans les postes suivants : « Boisson alcoolisée et tabac » (-0,1%), « Articles d'habillement et chaussures » (-1,4%), « logement, eau, gaz et électricité et autres combustibles » (-0,8%) et la « Santé » (-0,6%). Il convient de noter que les prix dans le logement et la santé ont été influencés par la mesure de prise en charge du ticket modérateur des Gabonais économiquement faibles.

Par ailleurs, le découpage sectoriel laisse apparaître une évolution positive des prix dans les secteurs primaire (+2,6%) et tertiaire (+1,6%), avec une relative stabilité des prix dans le secondaire. En termes de durabilité, les prix des biens de consommation durables et semi-durables ont diminué respectivement de 0,4% et 1,2%. Enfin, par origine, les prix des produits locaux se sont accrus de 1,8% et les produits importés de 0,8%.

En définitive, le taux d'inflation (+1,3%) affiché en 2020 se situe en deçà de la norme communautaire (+3,0%), un niveau qui s'explique par l'accentuation des politiques gouvernementales de maîtrise des prix des produits de première nécessité dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

Evolution des Prix à la Consommation à fin décembre 2020

	Pond	Taux d'inflation trimestriel (en %)				Janvier - Décembre				Glissement mensuel (en %)
		2020				Indice moyen		Variation (%)		
		T1	T2	T3	T4	2019	2020	2019	2020	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	0,9	1	1,7	1,8	100,7	102,1	2	1,3	1,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029	1,6	1,2	2,5	1,4	101,1	102,8	1,9	1,7	1
<i>Céréales non transformées</i>	484	-1,1	0,4	2	1,8	101,1	101,9		0,8	2,1
<i>Pains</i>	144	9,6	9,9	6	-3,4	98,8	104,1		5,3	-3,9
<i>Bœufs</i>	129	2,2	3,1	1,4	0,5	97,5	99,2		1,8	0,2
<i>Volaille</i>	326	4,7	1,7	3	1,4	102,6	105,4		2,7	0,7
<i>Poissons frais</i>	254	-4,6	-0,8	-1,4	3	101,3	100,3		-1	2,4
<i>Poissons et autres produits séchés ou fumés</i>	106	4,7	6,1	15,4	10,6	100,3	109,5		9,2	7,7
<i>Huiles raffinées</i>	420	0	-1,2	-2,1	-2,6	99,3	97,8		-1,5	-2,9
<i>Légumes frais en fruit ou racine</i>	195	6,6	5,9	2	2,2	104	108,4		4,2	1,6
<i>Légumes frais en feuilles</i>	96	4,9	9	8,8	-2,7	99,5	104,3		4,8	-4,3
<i>Tubercules. Plantain</i>	205	8	6,5	9,7	1,5	105	111,7		6,4	-2,5
Boissons alcoolisées et tabac	170	-0,3	-1,1	0,3	0,6	101	100,9	1,4	-0,1	0,5
Articles d'habillement et chaussures	525	0,2	-1,2	-4,1	-0,3	101,3	99,9	2,8	-1,4	-0,4
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	-0,9	-2,3	-0,6	0,6	101,3	100,5	2,6	-0,8	0,7
<i>Alimentation en eau</i>	88	-7,9	-2,8	0	0,1	102,7	99,9		-2,7	0
<i>Électricité</i>	308	-4,2	-1,3	0	0,3	101,2	99,9		-1,3	0
<i>Gaz</i>	67	-0,9	-3,7	-3,7	-3,5	100,3	97,3		-3	-3,6
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	0,7	-0,7	-0,3	2,7	99,7	100,3	-0,1	0,6	2,5
Santé	231	0	-0,3	-0,8	-1,1	100,1	99,5	-0,9	-0,6	-1,2
Transports	813	2,2	7,1	9,8	8,8	100	107	2,2	7	7,9
<i>Carburants et lubrifiants</i>	248	7,5	-4,5	-3,7	-4,2	99,4	98,1		-1,3	-6,4
Communications	555	2,3	1,2	2,3	2,4	100	102,1	3,5	2,1	2,6
Loisirs et culture	459	0,1	0,2	0,5	0,7	99,8	100,2	0,8	0,4	0,6
Enseignement	324	2,9	3	2,9	1,9	100,7	103,4	17,6	2,7	3
Restaurants et hôtels	588	0,7	0,2	0,1	-0,6	100,1	100,2	-2,2	0,1	-0,6
Biens et services divers	383	-0,2	-0,7	0,3	0,7	99,8	99,9	0,2	0	0,6

Sources : DGS/DGEPPF

III.2 L'EMPLOI

Le nombre de salariés dans le secteur public a enregistré une baisse de 1,6% pour s'établir à 97 781 agents, comparativement à fin 2019. Cette diminution est observée aussi bien au niveau des agents de la main d'œuvre non permanente (-6,9%) qu'à celui des agents permanents (-0,7%).

Cette tendance baissière des effectifs du secteur public est liée à un ensemble de mesures d'ajustement prises en 2018. Il s'agit entre autres du gel des recrutements pour une période de 36 mois jusqu'en août 2021 et de la mise à la retraite systématique des agents ayant atteint la limite d'âge.

Evolution de l'emploi dans le secteur public (hors collectivités locales et MONP)

Effectifs du public	2020				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 019	2020	Var 20/19
Fonction publique	88 934	88 868	87 611	84 168	84 783	84 168	-0,7%
MONP	13 589	13 979	13 644	13 613	14 622	13 613	-6,9%
Total *	102 523	102 847	101 255	97 781	99 405	97 781	-1,6%

Source : DGBFIP (*sans collectivités locales)

III.2.1 La variation des effectifs par département

A fin décembre 2020, les effectifs de la fonction publique se situent à 84 168 agents contre 84 783 à la même période un an plus tôt. En effet, plusieurs Administrations ont enregistré une réduction de leurs effectifs. Il s'agit de : l'Administration des Transports (-4,2%), Administration Economique (-4,1%), Administration Développement (-2,3%), Administration Sociale (-1,8%), Pouvoirs publics (-1,0%), autres Administrations (-18,0%). Ces résultats proviennent des politiques publiques initiées depuis quelques années par les autorités.

En revanche, l'Administration Générale enregistre une augmentation de ses effectifs de 2,4% en glissement annuelle. Il s'agit essentiellement des recrutements réalisés dans les secteurs prioritaires, notamment les forces de sécurité.

Evolution de l'emploi par département

Départements	2016	2017	2018	2019	Fin décembre		Var. 20/19
					2019	2020	
POUVOIR PUBLIC	23 689	23 750	23 818	22 431	22 431	22 202	-1,0%
ADM. CENTRALE	13 662	14 687	13 941	15 186	15 186	15 546	2,4%
ADM. ECONOMIQUE	6 778	7 517	7 257	7 047	7 047	6 757	-4,1%
ADM. DEVELOPPEMENT	3 787	3 902	3 747	3 506	3 506	3 425	-2,3%
ADM. DES TRANSPORT	1 202	1 176	1 105	1 036	1 036	993	-4,2%
ADM. DE L'EDUCATION	24 900	24 940	24 455	24 678	24 678	24 551	-0,5%
ADM. SOCIALE	11 475	11 533	11 259	10 849	10 849	10 653	-1,8%
AUTRES	204	133	28	50	50	41	-18,0%
TOTAL	85 697	87 638	85 610	84 783	84 783	84 168	-0,7%

Source : DGBFIP

III.2.2 Effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente

Le nombre de salariés de la MONP a baissé de 6,9% pour s'établir à 13 613 agents sur une année. Cette variation est la résultante de la politique de non remplacement systématique des agents de cette catégorie admise à la retraite. Il s'agit de l'une des mesures d'ajustement sur les effectifs préconisée par le gouvernement afin de réduire considérablement la masse salariale.

III.3 LES SALAIRES

Au terme de l'année 2020, la masse salariale a baissé de 0,1% et reste soumise à l'objectif de maîtrise des effectifs et des rémunérations des fonctionnaires. Ce repli est imputable en grande partie à la main d'œuvre non permanente, malgré la hausse des postes Autres et Solde permanente qui ont crû respectivement de 5,3 % et de 1,4%.

Evolution de la masse salariale du secteur public

En Milliard FCFA	2020				Fin décembre		20/19
	T1	T2	T3	T4	2 019	2020	
Solde Permanente	159,9	157,1	162	156	626,5	635	1,4%
MONP	4,7	10,7	13	6,9	45,3	35,3	-22,1%
Autres	4,5	4,4	4,8	4,4	17,1	18	5,3%
Total	169,1	172,1	179,8	167,4	688,9	688,3	-0,1%

Sources : DGBFIP, DGCPT, DGEPF

III.3.1 La Solde permanente par administration

A fin décembre 2020, les salaires de la Fonction Publique ont progressé de 1,4% comparativement à l'année précédente, ils ont été portés essentiellement par l'administration centrale (6,6%) et l'administration de l'éducation (1,7%). Ce relèvement résulte de l'entrée en solde des agents en présalaire.

Certaines administrations ont connu une baisse de leur masse salariale en liaison avec leurs effectifs soutenue par la poursuite des politiques du gouvernement en vue de la maîtrise de la dépense des personnels de l'Etat.

Evolution de la masse salariale par département

Départements	2016	2017	2018	2019	Fin décembre		20/19
					2 019	2020	
POUVOIR PUBLIC	179,1	174,2	177,3	165,7	165,7	165,8	0,1%
ADM. CENTRALE	89,5	101,2	100,6	106,2	106,2	113,2	6,6%
ADM. ECONOMIQUE	51,7	52,2	51,1	49	49	48,5	-1,0%
ADM. DEVELOPPEMENT	29,5	28,3	27,2	24,9	24,9	24,6	-1,2%
ADM. DES TRANSPORT	8,3	7,7	7,3	6,7	6,7	6,5	-3,0%
ADM. DE L'EDUCATION	202,7	203,1	197,6	196	196	199,3	1,7%
ADM. SOCIALE	83,1	81,9	80,8	77,3	77,3	76,5	-1,0%
AUTRES	2,7	1,6	0,3	0,8	0,8	0,6	-25,0%
TOTAL	647	650	642	627	626,5	635	1,4%

Source: DGEPF

III.3.2 La masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente

Concernant la masse salariale de la MONP, elle a baissé de 22,2% pour se situer à 35,3 milliards de FCFA à fin décembre 2020. Ce résultat se rapporte d'une part à la baisse des effectifs (-6,9%) de cette catégorie d'agent, et d'autre part aux effets du dispositif de la centralisation des fichiers notamment ceux des provinces.

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

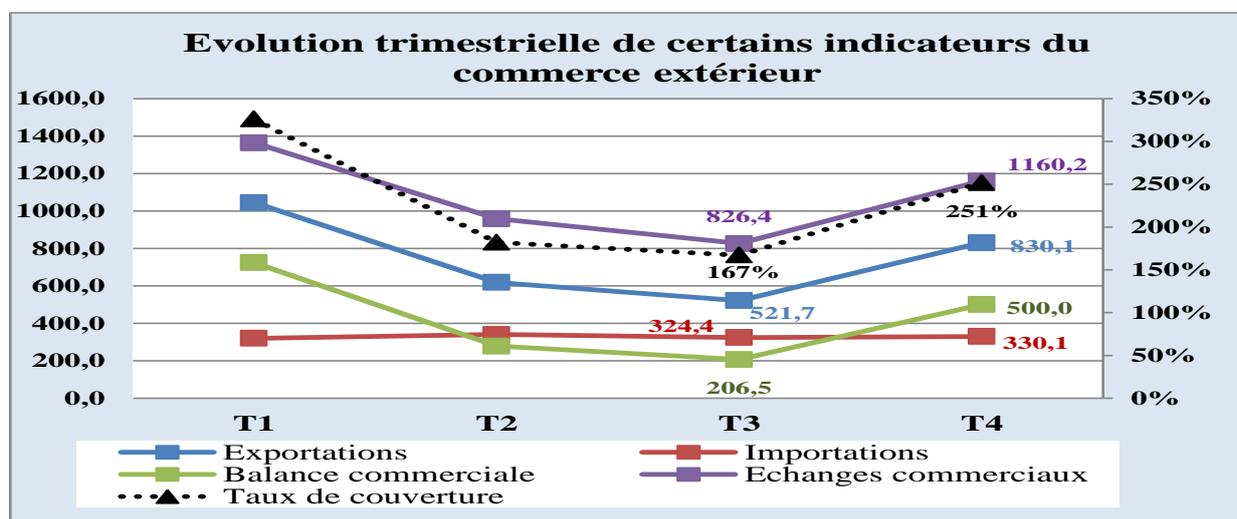
Au terme de l'année 2020, le commerce extérieur du Gabon a évolué dans un contexte marqué par le ralentissement du commerce mondial. Ainsi, les échanges commerciaux ont reculé de 5,5% à 4 330 milliards de FCFA, sous l'effet de la baisse simultanée des exportations (-3,9%) et des importations (-9,1%). Malgré ces tendances, la balance commerciale est demeurée excédentaire, en légère progression de 0,5%, suite à une baisse des importations plus importante que les exportations.

Evolution du commerce extérieur du Gabon

En milliards de FCFA	2019		2020				Janvier-Décembre		
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2019	2020	Variation
Exportations (1)	785,7	665,1	1044,3	618,6	521,7	830,1	3137,6	3015	-3,9%
Importation (2)	348,2	385,7	320,1	340,6	324,4	330,1	1446,4	1315	-9,1%
Solde commercial [(1)-(2)]	437,2	279,6	724,2	278,4	206,5	500	1691,1	1699	0,5%
Echanges [(1)+(2)]	1 134,2	1 050,6	1 364	958,9	826,4	1 160,2	4584	4330	-5,5%
Taux de couverture [(1)/(2)]	225%	173%	326%	182%	167%	251%	217%	229%	

Sources : DGEPP/DGDDI

Par ailleurs, l'analyse trimestrielle des données permet de noter que certains indicateurs du commerce extérieur du Gabon ont surtout baissé sur le 2^e et 3^e trimestre, puis une récupération s'est produite sur le 4^e trimestre comme le révèle le graphique ci-dessous.



Sources : DGEPP/DGDDI

III.4.1- Evolution des exportations en valeur

A fin décembre 2020, les exportations gabonaises ont représenté 53,4% du PIB en 2020 (54,6% en 2019) et restent fortement dominées par le secteur pétrole, comme les années précédentes. Elles se sont contractées de 3,9% à 3 014,7 milliards de FCFA entre 2019 et 2020, résultat des contre-performances du secteur pétrole (-9,8%), malgré la bonne tenue du secteur hors pétrole (+13,8%).

Evolution des exportations en valeurs

En milliards de FCFA	Janvier-Décembre				
	2019	2020	Poids en 2019	Poids en 2020	Variation
Exportations de pétrole brut	2 357,50	2 126,70	75,10%	70,50%	-9,8%
Exportations hors pétrole dont:	780,1	888	24,90%	29,50%	13,8%
Bois sciés et ouvrages	357,6	409,5	11,40%	13,60%	14,5%
Minerais de manganèse	192,2	260,4	6,10%	8,60%	35,5%
Produits dérivés du pétrole	121,3	118,1	3,90%	3,90%	-2,6%
Huile de palme	12,3	19,6	0,40%	0,60%	58,9%
Ferro-silico-manganèse	20,6	22,6	0,70%	0,70%	9,5%
Caoutchoucs naturels	7,9	7,4	0,30%	0,20%	-6,2%
Poissons et produits de la pêche	1,1	1,4	0,00%	0,00%	35,8%
Or sous forme brute	2,7	1,6	0,10%	0,10%	-42,6%
Autres	64,4	47,5	2,10%	1,60%	-26,3%
Exportations totales	3 137,60	3 014,7	100,0%	100,0%	-3,9%
PIB TOTAL	5 749,10	5 642,4			
Poids des exportations dans le PIB Total	54,60%	53,4%			

Sources : DGEPP/DGDDI

- *Les exportations de pétrole*

L'économie du Gabon repose encore sur le secteur pétrole qui, en 2020, a représenté à lui seul 37,7% du PIB et 70,5% des exportations totales du pays. Malgré ces contributions, les ventes ont reculé de 9,8% à 2 126,7 milliards de FCFA sur la même période. En effet, la crise sanitaire a fortement bouleversé ce marché induisant une surabondance de l'offre qui a pesé sur les prix du baril (-35% à 39 dollars le baril).

- *Les exportations hors pétrole*

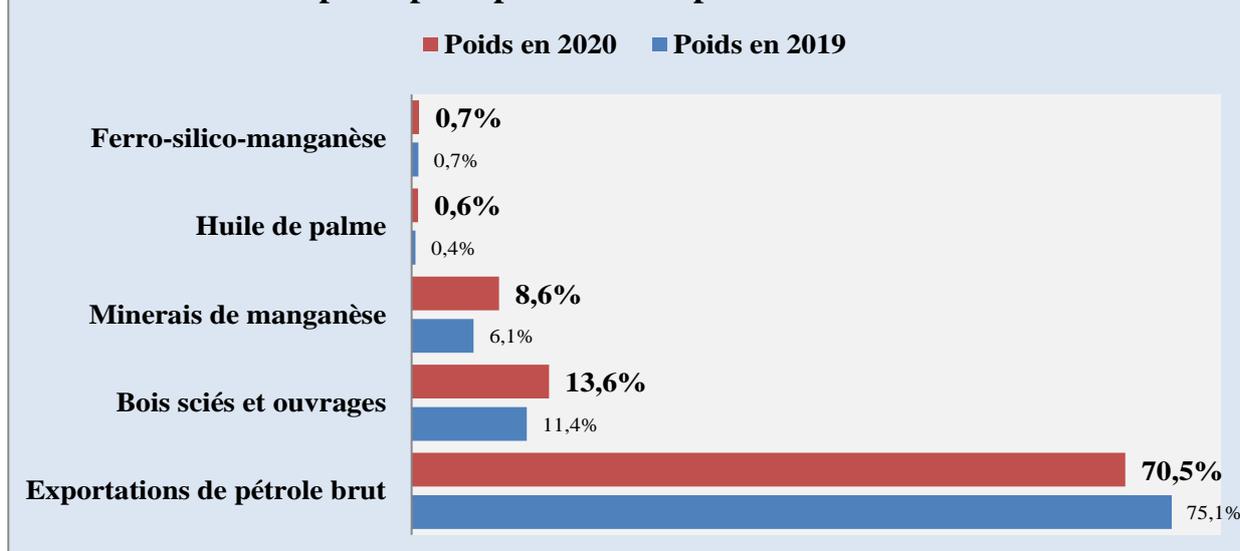
Soutenu par la politique publique de transformation locale des matières premières, ce secteur a su résister au choc lié au contexte international défavorable. Ainsi, les ventes du secteur hors pétrole, qui représentent 15,6% du PIB en 2020 (13,6% en 2019), ont augmenté de 13,8% à 888 milliards de FCFA. Cette trajectoire de croissance s'est notamment reflétée dans les secteurs minier et agricole.

L'analyse détaillée des postes, fait ressortir une hausse des exportations du secteur minier de 35,5% à 260,4 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à l'accroissement de la demande extérieure, notamment de la Chine qui est en pleine construction d'infrastructures pour relancer son activité économique.

On note une forte augmentation des ventes d'huile de palme de 58,9% à 19,6 milliards de FCFA sur la période 2019-2020. Cette évolution est liée à la hausse de la demande extérieure de 43,2% à 47 118,3 tonnes.

Malgré le poids qu'occupe encore le secteur pétrolier dans les exportations gabonaises, celui-ci tend à baisser au profit du secteur hors pétrole qui a représenté 29,5% des ventes totales (24,9% en 2019).

Poids des principaux produits d'exportations en 2019 et 2020



Sources : DGEPF / DGDDI

III.4.2 Evolution des importations en valeur

Les importations des biens ont baissé de 7,5% sur les douze (12) mois de 2020 comparativement à la même période l'année précédente, poursuivant ainsi la tendance baissière observée au premier semestre. Ce repli s'explique par le retrait de la totalité des commandes, excepté celles des biens de consommation finale.

La structure des importations au troisième trimestre 2020 est dominée par les produits de consommation finale (+35,5% des parts) et des biens d'équipements (35,1 des parts%). En effet, les biens de consommation finale ont été évalués à 344,2 milliards de FCFA à fin décembre 2020, soit une hausse de 3,5%. L'augmentation de cette facture s'explique par la bonne tenue des achats des produits alimentaires, en particulier (+4,7%).

Pour ce qui concerne les achats des biens d'équipements, les commandes ont diminué de 13,4% pour se situer à 340,5 milliards de FCFA, suite à la réduction des investissements, notamment du secteur pétrolier face à l'incertitude liée à la propagation du coronavirus.

En outre, les importations d'énergie ont fléchi de 35,3% à 64,4 milliards de FCFA, du fait de la baisse des prix du baril de pétrole sur le marché international.

Evolution des importations des biens en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle			Janvier-Décembre				
	2019		2020	2019	2020	Poids en 2019	Poids en 2020	Variation
	T3	T4	T1					
Biens de consommation finale dont :	107,8	126,1	107,7	332,7	344,2	31,70%	35,50%	3,50%
<i>Produits alimentaires</i>	3,4	3,7	46	232,8	243,9	70,00%	70,90%	4,70%
Biens d'équipements	132,1	134,9	128,1	393	340,5	37,50%	35,10%	-13,40%
Biens intermédiaires	84,8	79,8	75,1	223,9	221,1	21,30%	23,20%	-1,30%
Energie	23,8	44,6	4,4	99,6	64,4	9,50%	5,70%	-35,30%
Importations totales	348,5	385,5	315,4	1049,2	970,2	100,00%	100,00%	-7,50%

Sources : DGEPF/DGDDI

III.5 LE BUDGET

L'exécution du budget de l'Etat, pour l'année 2020, s'est soldée par une baisse des recettes et une dégradation des soldes, en dépit d'une diminution des dépenses de l'Etat.

III.5.1 Les soldes budgétaires

Les soldes budgétaires affichent un excédent du solde primaire et des déficits au niveau des soldes base ordonnancements et base caisse, de janvier à décembre 2020.

L'excédent primaire s'est toutefois dégradé de 80,6 % à 70,1 milliards de FCFA, en raison du recul simultané des recettes budgétaires (-19,4 %) et des dépenses primaires (-6,2 %).

Le solde base ordonnancements, qui inclut la charge de la dette publique, a enregistré un déficit de 191,5 milliards de FCFA comparativement à 2019 où il était excédentaire de 135,6 milliards. Cette situation est tributaire de la diminution des recettes budgétaires, nonobstant le repli des dépenses budgétaires (-3,5 %).

Par ailleurs, le solde *base caisse* s'est dégradé et enregistre un déficit de 100,1 milliards de FCFA comparativement à 2019 où il a enregistré un excédent de 174,7 milliards de FCFA. Ce déficit est néanmoins atténué par l'accumulation des arriérés courants sur la dette extérieure et les instances du Trésor, notamment.

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-décembre		
	2020				2019	2020	2019
	T1	T2	T3	T4			
Recettes pétrolières	126,4	145,3	129,9	134,7	747,2	536,4	-28,2%
Recettes hors pétrole*	287,3	323,5	176,0	313,0	1 283,4	1 099,8	-14,3%
Recettes totales	413,6	468,8	306,0	447,7	2 030,6	1 636,1	-19,4%
Dépenses de fonctionnement	266,7	305,1	289,2	268,4	1 095,3	1 129,4	3,1%
Dépenses d'investissement	11,7	45,7	89,9	88,0	281,2	235,3	-16,3%
Autres dépenses	44,6	55,9	54,8	46,0	293,5	201,4	-31,4%
Dépenses primaires	323,1	406,8	433,8	402,4	1 670,1	1 566,1	-6,2%
Intérêts sur la dette	74,2	74,6	54,2	59,0	224,9	261,9	16,5%
Dépenses totales	397,2	481,4	488,1	461,3	1 895,0	1 828,0	-3,5%
Solde primaire	90,6	62,0	-127,9	45,3	360,5	70,1	-80,6%
Solde base ordonnancements	16,4	-12,5	-182,1	-13,6	135,6	-191,5	-241,4%
Variations des arriérés	3,5	-13,8	59,3	-31,8	-22,8	17,2	-175,3%
Solde base caisse	19,9	-26,3	-122,8	-45,5	112,8	-174,7	-254,9%

*Y compris recettes comptes spéciaux

Source : DGCPT

III.5.2 L'exécution des recettes

Au terme des douze mois de l'année, les recettes recouvrées se sont chiffrées à 1 636,1 milliards de FCFA, soit un surplus de 4,5 points des prévisions révisées, contre 2 030,6 milliards à la même période une année auparavant. Cette diminution (-19,4 %) est imputable au repli conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières.

III.5.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 463,5 milliards de FCFA, l'objectif annuel a été dépassé de 15,7 points. Comparativement à l'année précédente, les recettes pétrolières collectées ont reculé de 28,2 % à 536,4 milliards de FCFA, suite à la baisse simultanée du prix du baril de pétrole et de celui de la production de pétrolière.

Les objectifs fixés dans la loi de finances rectificative en termes de recouvrement ont été atteints avec des excédents au niveau des autres recettes pétrolières (+52,2 points) et de la redevance minière proportionnelle (+20,7 points). Par contre, au niveau des impôts sur les sociétés (IS) et des transferts SOGARA, on observe des baisses de taux de réalisations se situant respectivement à 92,9 % et 68,9 %.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-décembre		
	2020				2019	2020	20/19
	T1	T2	T3	T4			
Impôts sur les sociétés	33,3	81,6	44,0	17,6	122,9	176,5	43,6%
Redevance Minière Proportionnelle	67,8	26,7	47,5	34,4	313,1	176,5	-43,6%
Autres	22,8	37,0	38,4	76,9	217,9	175,0	-19,7%
Transferts SOGARA	2,5	-	-	5,9	93,3	8,4	-91,0%
Total des recettes pétrolières	126,4	145,3	129,9	134,7	747,2	536,4	-28,2%

Source : DGCPT

III.5.2.2 Les recettes hors pétrole

L'objectif en matière de recouvrement des recettes hors pétrole a été quasiment atteint. En effet, les recettes hors pétrole se sont établies à 1 099,8 milliards de FCFA au terme de l'année contre 1 283,4 milliards l'année précédente, soit un taux d'exécution de 99,8 %.

Néanmoins, comparativement à 2019, les recettes hors pétrole ont baissé de 14,3 % du fait des contreperformances réalisées dans le recouvrement des impôts directs (diminution des recettes issues des impôts sur les sociétés de 37,9 % et celles liées aux impôts sur les personnes physiques de 3,5 %), des taxes sur les biens et services (-9,9 %) et des autres recettes (-31,4 %), en lien avec les mesures prises pour lutter contre la propagation de la pandémie du Coronavirus (allègements d'impôts, confinement, arrêt d'activités dans certains secteurs, ...). Par contre, les recettes relatives aux droits de douane et comptes spéciaux ont progressé suite, notamment, aux réformes engagées au sein de l'administration douanière.

Par rapport aux objectifs annuels de chaque catégorie, des surplus se sont dégagés dans la perception des droits de douanes (+17,7 points) et des autres recettes (+152,2 points).

A contrario, les objectifs en matière de collecte des impôts directs et des taxes sur biens et services n'ont pas été atteints. On note respectivement une moins-value de 16,5 points au niveau des impôts directs et une perte de 40,2 points dans la perception des taxes sur biens et services.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-décembre		
	2020						
	T1	T2	T3	T4	2019	2020	20/19
Droits de douanes	69,1	90,8	71,7	78,1	285,5	309,7	8,5%
Taxes sur les biens et services	32,9	58,5	6,3	70,3	186,6	168,1	-9,9%
<i>dont TVA</i>	<i>14,1</i>	<i>44,3</i>	<i>-15,1</i>	<i>53,3</i>	<i>132,2</i>	<i>96,6</i>	<i>-26,9%</i>
Impôts directs	105,1	88,4	31,1	78,5	411,6	303,1	-26,4%
Autres recettes	56,6	39,2	45,1	65,2	300,5	206,1	-31,4%
Total hors comptes spéciaux	263,8	276,9	154,2	292,1	1 184,2	986,9	-16,7%
Recettes comptes spéciaux	23,5	46,6	21,9	20,9	99,3	112,8	13,7%
Total de recettes hors pétrole	287,3	323,5	176,0	313,0	1 283,4	1 099,8	-14,3%

Source : DGCPT

III.5.3 Les dépenses budgétaire

Les dépenses budgétaires réalisées à fin décembre 2020 reculent de 3,5% pour s'établir à 1 828,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 97,1 % des prévisions de la LFR 2020. Hors paiement des intérêts de la dette publique, les dépenses primaires (dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement et autres dépenses) ont baissé de 6,2 %.

III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 102,0 % de janvier à décembre 2020, soit un dépassement de 2,0 points de l'autorisation budgétaire. En comparaison avec l'année précédente, ces dépenses ont augmenté de 3,1 % à 1 129,4 milliards de FCFA, suite au renforcement des dépenses de biens et services, malgré la maîtrise des dépenses de transferts et des dépenses de personnel.

L'objectif en matière de réalisation des dépenses de personnel a été dépassé de 0,8 point à 688,3 milliards de FCFA à fin décembre 2020. Comparativement à l'année 2019, les dépenses de personnel ont baissé de 0,1 % du fait de la diminution de la MONP (-10,1 milliards de FCFA), nonobstant l'accroissement de la solde permanente (+8,5 milliards de FCFA) et des autres dépenses de personnel (+0,9 milliard de FCFA), en lien avec quelques recrutements dans les secteurs prioritaires et les régularisations des situations administratives de certains agents.

Les dépenses de biens et services se sont établies à 202,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 77,4 %. Cette rubrique est en hausse de 29,7 % par rapport au niveau atteint en 2019. Cette évolution est consécutive au raffermissement des dépenses liées aux services fournis par la SEEG (+2,5 milliards de FCFA) et aux dépenses relatives aux autres biens et services (+45,1 milliards de FCFA), dans le cadre de la riposte contre la pandémie du Coronavirus (prise en charges des factures d'électricité et d'eau, gratuité des transports interurbains dans les compagnies publiques, etc.).

L'objectif annuel d'exécution des dépenses de transferts et subventions a été largement dépassé. Cette catégorie de dépenses s'est établie à 238,8 milliards de FCFA, soit un dépassement de 47,1 points de la dotation budgétaire. Elles ont diminué de 4,6 % suite au fléchissement des

autres transferts et interventions (-5,4 milliards de FCFA) et du soutien des prix des carburants (-6,2 milliards de FCFA).

III.5.3.2 Les dépenses d'investissement

Au terme des douze mois de l'année, les dépenses publiques d'investissement ont été exécutées à hauteur de 61,9 % des prévisions, soit 235,3 milliards de FCFA. Cependant, l'objectif annuel de financement des investissements par les ressources propres a été dépassé de 28,6 points et celui des dépenses en capital financées sur ressources extérieures n'a pas été atteint (33,4 %). Comparativement à l'année 2019, les dépenses d'investissement ont enregistré un repli de 16,3 % suite à la baisse conjointe des financements sur ressources propres (-16,4 %) et sur ressources extérieures (-16,3 %) compte tenu de la faible mobilisation des Finex au cours du premier semestre.

III.5.3.3. Les autres dépenses

Les autres dépenses exécutées ont enregistré une diminution de 31,4 % à 201,4 milliards de FCFA de janvier à décembre 2020. Ceci s'explique essentiellement par le repli des « prêts nets y compris prise de participations » et des dépenses relatives à la CNAMGS, nonobstant le renforcement des dépenses du Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS) et des dépenses liées à l'entretien routier (FER).

III.5.3.4. La charge de la dette

Arrêtées à 276,5 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2020, les charges financières de la dette ont été exécutées à hauteur de 94,7 % en 2020. Par comparaison à l'année précédente, les charges de la dette publique ont augmenté de 16,5 % suite au renforcement du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+6,1 milliards de FCFA) et sur la dette extérieure (+30,9 milliards de FCFA), en lien avec l'augmentation des besoins de financement et le respect des engagements irrédutibles de l'Etat.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-décembre		
	2020				2019	2020	20/19
	T1	T2	T3	T4			
Fonctionnement	266,7	305,1	289,2	268,4	1 095,3	1 129,4	3,1%
Salaires et traitements	169,1	172,1	179,8	167,4	688,9	688,3	-0,1%
Biens et services	51,2	64,9	58,8	27,4	156,0	202,3	29,7%
Transferts et subventions	46,4	68,2	50,7	73,6	250,4	238,8	-4,6%
Investissements	11,7	45,7	89,9	88,0	281,2	235,3	-16,3%
Ressources propres	9,5	40,2	34,3	62,3	175,0	146,3	-16,4%
Finex	2,2	5,5	55,6	25,6	106,2	89,0	-16,3%
Autres dépenses	44,6	55,9	54,8	46,0	293,5	201,4	-31,4%
Prêts nets y c prise de participation	-1,8	-4,9	5,2	-2,4	74,7	-4,0	-105,3%
FER	3,4	2,3	11,1	1,9	12,3	18,7	52,3%
CNAMGS	7,7	7,9	3,7	5,5	43,9	24,8	-43,4%
FNDS	0,8	0,8	1,7	2,4	3,5	5,7	64,2%
Comptes spéciaux	34,6	49,8	33,1	38,6	159,2	156,1	-1,9%
Total dépenses primaires	323,1	406,8	433,8	402,4	1 670,1	1 566,1	-6,2%
Intérêts sur la dette	74,2	74,6	54,2	59,0	224,9	261,9	16,5%
Total dépenses	397,2	481,4	488,1	461,3	1 895,0	1 828,0	-3,5%

Source : DGCPT

III.6 LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse conjoncturelle de la dette publique s'articule autour de trois (3) axes : le suivi du règlement, les tirages et le stock de la dette. En 2020, la situation de la dette publique s'est caractérisée par une hausse des règlements, des décaissements et de l'encours de la dette comparativement à l'année précédente.

III.6.1 Le règlement de la dette

Le règlement de la dette s'est établi à 1 178,7 milliards de FCFA en 2020, soit un accroissement de 48,6 % par rapport à la même période en 2019. Cet effort de paiement a été observé au niveau des deux composantes de la dette publique (dette extérieure et dette intérieure).

Le renforcement du règlement de la dette extérieure (+71,0 %) est imputable principalement à la hausse significative du paiement de la dette contractée auprès du marché financier international, en lien avec le paiement anticipé de l'Eurobond 2024.

Celui du règlement de la dette intérieure est relatif à l'effort de paiement de la dette bancaire et au respect des engagements auprès du marché financier régional. Par rapport à l'autorisation budgétaire, le règlement de la dette publique affiche un taux de réalisation de 93,2 %.

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Décembre			20/19
	2020				2019	2020	Poids	
	T1	T2	T3	T4				
Dette extérieure	570,1	64,9	79,1	81,3	465,1	795,5	67,5%	71,0%
Multilatérale	35,2	10,0	16,7	30,0	145,1	91,9	7,8%	-36,7%
Bilatérale	21,1	9,0	22,8	14,5	63,5	67,4	5,7%	6,1%
Commerciale	23,9	17,9	21,3	11,2	172,5	74,3	6,3%	-57,0%
Marché financier Inter.	490,0	28,0	18,3	25,7	84,0	562,0	47,7%	-
Dette intérieure	77,9	119,4	80,4	105,6	328,3	383,2	32,5%	16,7%
Bancaire	20,2	42,2	29,0	46,2	122,7	137,6	11,7%	12,2%
Moratoires	15,0	5,7	22,4	10,0	60,0	53,1	4,5%	-11,4%
Divers	-	2,5	-	1,0	7,0	3,5	0,3%	-50,0%
Marché financier Régional	42,7	68,9	29,0	48,3	138,6	188,9	16,0%	36,3%
Total	648,0	184,3	159,6	186,9	793,3	1 178,7	100,0%	48,6%

Sources : DGEPP, DGD

III.6.2 L'évolution des tirages sur financement

De janvier à décembre 2020, l'Etat gabonais a bénéficié d'un montant de décaissements évalué à 1 307,8 milliards de FCFA. Ces décaissements se sont renforcés de 91,8 % par rapport à ceux effectués à la même période une année plus tôt, du fait de l'accroissement simultané des tirages sur financements extérieurs et des tirages sur financements intérieurs.

La hausse des décaissements sur emprunts extérieurs résulte du renforcement des décaissements multilatéraux, en lien principalement avec l'appui budgétaire du FMI et de la BAD d'une valeur de 238,9 milliards de FCFA, et commerciaux (pour la conception et la réalisation des travaux routiers) auquel s'ajoute la levée de 595,2 milliards de FCFA sur le marché financier international, nonobstant le repli des décaissements auprès des créanciers bilatéraux (France et Chine).

L'augmentation des tirages sur financements intérieurs est liée à la forte mobilisation des Obligations du Trésor Assimilables (OTA).

La structure des décaissements a enregistré une amélioration des décaissements sur financements extérieurs qui représentent 70,6 % de l'enveloppe globale, soit un gain de 10,6 points.

Par rapport aux prévisions, les tirages effectués affichent un taux de réalisation de 91,4 % avec un dépassement de l'objectif fixé sur les tirages intérieurs (+59,6 points) et un objectif non atteint en matière de mobilisation des financements extérieurs (-22,4 points).

Evolution des tirages

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Décembre			20/19
	2020				2019	2020	Poids	
	T1	T2	T3	T4				
Dettes extérieures	597,4	93,9	206,1	25,7	409,2	923,1	70,6%	125,6%
Multilatérale	0,2	88,4	184,0	11,6	277,3	284,2	21,7%	2,5%
Bilatérale	2,0	5,5	16,8	8,6	124,3	32,9	2,5%	-73,5%
Commerciale	-	-	5,3	5,5	7,6	10,8	0,8%	42,1%
Marché financier Inter.	595,2	-	-	-	-	595,2	45,5%	-
Dettes intérieures	55,3	104,1	63,7	161,7	272,8	384,8	29,4%	41,0%
Marché financier Rég	55,3	104,1	63,7	161,7	272,8	384,8	29,4%	41,0%
Total	652,7	198,0	269,8	187,4	682,0	1 307,8	100,0%	91,8%

Sources : DGEPPF, DGD

III.6.3 Le stock de la dette publique

En 2020, l'encours de la dette publique a augmenté de 17,2 % pour se situer à 6 264,9 milliards de FCFA. Bien que les deux composantes (extérieure et intérieure) aient simultanément augmenté, cette évolution est principalement imputable au stock de la dette intérieure qui croît de moitié.

L'accroissement du stock de la dette extérieure est dû au renforcement des engagements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux (appuis budgétaires du FMI et de la BAD) et de la progression de la dette contractée auprès du marché financier international (utilisation partielle de l'Eurobond 2031 au refinancement de celui de 2024), nonobstant la diminution des emprunts auprès des créanciers bilatéraux et commerciaux.

La hausse de la dette intérieure provient de la consolidation de toutes les composantes. La dette bancaire augmente du fait de la reconsolidation des engagements de l'Etat envers BGFIBank et de la prise en charge du stock dû à Ecobank Gabon. L'accroissement de l'encours du moratoire est lié aux travaux de validation de la Task-force sur la dette intérieure.

L'encours sur la dette envers le marché financier local se renforce suite à la forte sollicitation de ce marché. Le portefeuille de la dette demeure dominé par la dette extérieure (64,7 % du stock total) qui perd toutefois 7,8 points comparativement à 2019.

Evolution du stock de la dette

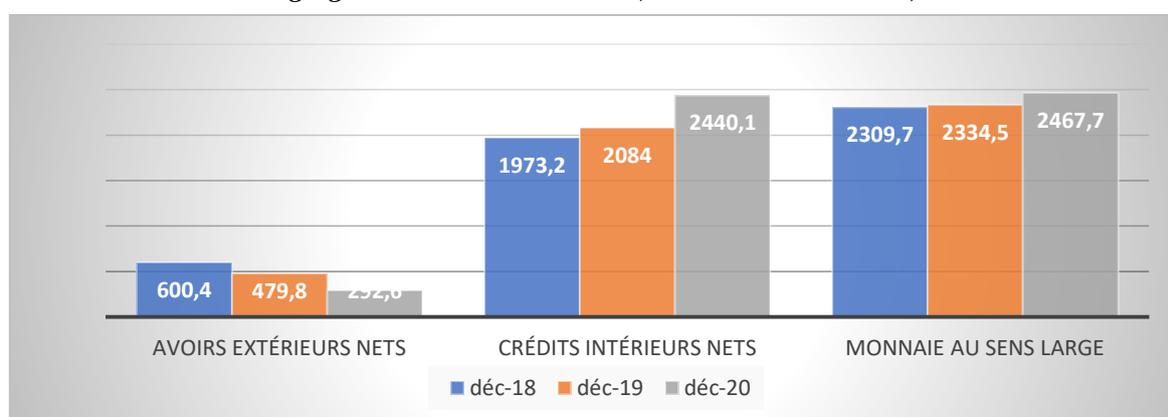
En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Janvier-Décembre			20/19
	2020				2019	2020	Poids	
	T1	T2	T3	T4				
Dette extérieure	4 031,6	4 040,2	4 142,1	4 052,4	3 875,6	4 052,4	64,7%	4,6%
Multilatérale	1 405,0	1 468,4	1 645,8	1 627,9	1 399,9	1 627,9	26,0%	16,3%
Bilatérale	868,5	857,7	858,5	841,4	872,5	841,4	13,4%	-3,6%
Commerciale	307,7	288,4	273,6	269,1	324,8	269,1	4,3%	-17,2%
Marché financier Inter.	1 450,4	1 425,7	1 364,3	1 314,1	1 278,4	1 314,1	21,0%	2,8%
Dette intérieure	1 575,4	1 660,5	1 693,0	2 212,5	1 470,9	2 212,5	35,3%	50,4%
Bancaire	788,0	802,4	784,6	887,6	686,0	887,6	14,2%	29,4%
Moratoires	220,9	248,6	256,4	544,1	232,8	544,1	8,7%	133,7%
Marché financier Régional	566,5	609,5	652,0	780,8	552,1	780,8	12,5%	41,4%
Total	5 607,0	5 700,7	5 835,1	6 264,9	5 346,5	6 264,9	100,0%	17,2%

Sources : DGEPP, DGD

III.7 LA SITUATION MONETAIRE

La situation monétaire large à fin décembre 2020 est marquée par une détérioration des avoirs extérieurs nets (39,0%), une hausse de la masse monétaire (5,7%) et une consolidation du crédit intérieur net (17,1%).

Agrégats monétaires résumés (en milliards de FCFA)



III.7.1- LES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

III.7.1.1- La masse monétaire (M2)

Elle est en hausse (5,7%) à 2467,7 milliards de FCFA à fin décembre 2020, en relation avec la consolidation du crédit intérieur net (+17,1%). Cette situation s'explique par les évolutions positives des dépôts de 4% à 1968,6 milliards de FCFA et de la circulation fiduciaire de 14,6%. La quasi-monnaie se relève également de 9,7% à 713,9 milliards de FCFA sur la même période. L'incertitude générée par la crise sanitaire a créé une frilosité chez les agents économiques qui ont préféré reconstituer leur épargne de moyen terme.

III.7.1.2- Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires, composées des emprunts extérieurs à moyen et long terme, des fonds propres du système bancaire, des allocations de DTS et des autres postes nets, sont en hausse de 15,6% à 265 milliards de FCFA au 31 décembre 2020.

III.7.2-LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires augmentent de 6,6% à 2732,7 milliards de FCFA, influencées par la hausse du crédit intérieur de 17,1%.

III.7.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire sont passés de 479,8 milliards de FCFA à 292,6 milliards de FCFA en décembre 2020, soit une baisse de 39%. Cette situation est corrélée à la détérioration simultanée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-40,1%) et des banques primaires (-34,6%) pour s'établir respectivement à 230,7 et 61,9 milliards de FCFA.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2020			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2019	2020	Var 20/19
Avoirs extérieurs nets	708,7	691,7	384,5	479,8	292,6	-39,0%
Banque centrale	612,1	594,5	321,9	385,1	230,7	-40,1%
Banques primaires	96,6	97,2	62,6	94,7	61,9	-34,6%

Source : Beac

Par ailleurs, le solde du compte d'opérations a enregistré une légère amélioration de 1% à 675,4 milliards de FCFA sur la période de référence. En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 3,5 points pour s'établir à 73,89% à fin décembre 2020.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2020			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2019	2020	Var 20/19
Compte d'opérations	886,6	870,9	754,3	668,9	675,4	1,0%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	83,04%	80,25%	74,35%	73,89%		

Source : Beac

III.7.2.2- Le crédit intérieur

Il s'affermi de 17,1% à 2440,1 milliards de FCFA à fin décembre 2020 à la faveur de l'évolution conjointe des créances nettes sur l'Etat (+39,1%) et de la relative stabilité des crédits à l'économie (+0,8%).

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2020			Quatrième trimestre		
	T1	T2	T3	2019	2020	Var 20/19
Crédits intérieurs nets	1984,4	1978	2157,4	2084	2440,1	17,1%
Créances nettes sur l'Etat	874,8	932,9	1122,2	887,9	1234,9	39,1%
Créances sur l'économie	1109,6	1045,1	1035,2	1196,1	1205,2	0,8%

Source : Beac

- **Les créances sur l'économie**

La timide reprise des travaux de voirie au cours de trois derniers mois a eu un léger impact sur les crédits à l'économie (0,8%) à 1205,2 milliards de FCFA. Cette évolution serait corrélée aux concours octroyés au secteur privé non financier, représentant environ 90% du total des crédits à l'économie.

- **Les créances nettes sur l'Etat**

En rapport avec la politique des finances publiques, la situation nette débitrice de l'Etat se situerait à 1234,9 milliards de FCFA en décembre 2020 contre 887,9 milliards de FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se serait-elle dégradée, à 1263,5 milliards de FCFA contre 952 milliards de FCFA, en 2019.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les DAV et les DAT.

III.8.1- LA POLITIQUE DES TAUX D'INTERET

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 21 décembre 2020 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention.

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,25%
Facilité marginale de prêt	5%
Facilité de dépôts	0%

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

Facilité marginale de prêt	5%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

Au terme de l'année 2020, l'économie gabonaise a enregistré un retournement de tendance par rapport à 2019, en lien avec les effets de la pandémie de la covid-19 et les mesures restrictives prises par les pouvoirs publics. En effet, alors que l'on anticipait une consolidation de l'expansion économique amorcée en 2019, l'activité s'est soldée par une croissance négative à -1,8%, plombée à la fois par la baisse du PIB hors pétrole (-1,9%) et de la production pétrolière (-1,2%).

L'analyse sectorielle montre que les activités économiques ont été plus sensibles aux effets des mesures préventives prises par les autorités qui ont contraint à la fois l'offre et la demande interne dans certaines branches. L'examen infra annuel indique que c'est sur le second trimestre que l'impact de la pandémie a été le plus prononcé, avant une reprise graduelle des activités, à la faveur de l'allègement des certaines mesures.

Néanmoins, ces améliorations ne concernent pas certaines branches qui sont restées dans un contexte de morosité, faute d'actions de relance en faveur d'une reprise des activités. C'est le cas des services, qui ont subi le maintien des mesures restrictives. C'est également le cas des BTP, confrontés à la faiblesse de la demande, dans un contexte de faible taux d'exécution du budget d'investissement.

Concernant les secteurs exportateurs, la Covid-19 a eu un impact très limité, en dehors des effets prix enregistrés essentiellement sur la valorisation du pétrole brut sur le marché international. Nos ventes globales ont baissé mais moins fortement qu'anticipé, grâce à notre forte exposition sur les marchés asiatiques qui ont fait preuve de résilience, malgré la crise sanitaire.

Au titre de la **demande finale**, la contraction de l'activité résulte de la baisse simultanée de la demande intérieure (-7,0%) et extérieure (-0,8%). La baisse de la *demande intérieure* est consécutive aussi bien du repli de la consommation totale (-0,1% contre +2,2% en 2019) que de l'investissement (-19,8% contre +2,4%). En effet, la consommation totale a baissé sous l'effet du recul de la consommation privée (-2,0%) en lien avec la contraction des revenus des ménages consécutive à la morosité de l'activité économique et du marché du travail, en dépit d'une hausse de la consommation publique (+5,5%). La baisse de l'investissement global s'explique par le repli de l'investissement public (-17,5%) et privé (-19,3%) sous l'effet de la contraction de l'investissement des secteurs pétroliers et hors-pétrole.

S'agissant de la *demande extérieure*, les importations de biens et services sont en baisse de 6,1% en raison de la contraction de la demande mondiale et de la production nationale. Par ailleurs, le ralentissement observé des exportations de biens et services (+ 20,8% en 2019 à 4,0% en 2020) est lié à la baisse des exportations pétrolières (-10,8%) et à la décélération des exportations hors pétrole (+19,3% contre +21,2% en 2019).

La leçon à tirer des conséquences de cette pandémie est que le Gabon doit plus que par le passé accélérer la transformation structurelle de son économie, de manière à en améliorer la résilience face aux chocs de toutes natures. Cette transformation passe par la mise à niveau des infrastructures, l'élargissement de la base productive (développement de nouvelles activités), la création locale de plus de valeur ajoutée dans les différentes filières, la production de certains biens alimentaires pour lesquels le pays dispose d'atouts comme la filière de poulet de chair ou de viande de porc et la pêche. Nous devons également rechercher la diversification des produits

éligibles à l'exportation et la poursuite de la politique d'élargissement du nombre de partenaires commerciaux.

LES PRINCIPALES HYPOTHESES MACROECONOMIQUES

	Historique									Projections	
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	12,4	12,1	11,6	11,0	11,0	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9	10,8
Production de pétrole (en millions de Barils)	90,8	88,6	84,9	80,4	80,2	87,0	83,8	76,7	70,4	79,6	78,6
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	77,3	109,7	110,8	106,6	95,6	48,1	40,5	52,5	69,4	62,4	40,2
Prix moyen de Brent (en \$US)	79,0	104,1	105,0	104,1	96,2	50,8	42,8	52,8	68,3	64,3	41,7
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 203,8	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 061,5	5 246,5	6 139,8	8 063,5
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	288,9	298,0	247,8	237,2	213,2	164,2	155,3	206,2	219,0	169,5	137,8
Production de l'Or (en tonne)	-	-	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 224,7	1 568,6	1 668,8	1 411,0	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 269,1	1 392,2	1 769,5
Production de gaz (milliers de m ³)	-	-	-	-	-	-	650 112,6	693 249,8	980 473,8	795 340,5	742 521,1
Prix de vente de gaz (USD/m ³)	-	-	-	-	-	432 027,0	336 113,0	-	596 834,3	554 248,3	531 524,1
Taux de change (en dollars/F.CFA)	494,4	471,3	510,2	493,9	493,6	591,2	592,8	580,9	555,2	586,0	575,6
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	-	-	3 447,7	4 012,2	3 863,6	4 181,0	3 587,2	4 905,0	5 366,6	6 749,2	8 449,8
Silico manganèse (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	14,5	15,1	21,5	41,0	39,6	35,4
Manganèse métal (milliers de tonnes)	-	-	-	-	-	1,8	5,3	6,5	8,9	8,2	1,4

Source : MEGA++/DGEPP

Tableau 2 : REPARTITION SECTORIELLE DU PIB

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
Produit intérieur brut	9 368,9	9 887,0	8 825,5	5,5%	-10,7%	5 530,6	5 748,8	5 647,8	3,9%	-1,8%
PIB marchand	8 051,5	8 595,5	7 525,4	6,8%	-12,5%	4 497,3	4 726,3	4 619,8	5,1%	-2,3%
Secteur primaire	2 729,1	2 914,0	2 140,1	6,8%	-26,6%	1 068,1	1 199,1	1 240,6	12,3%	3,5%
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	426,3	454,9	9,1%	6,7%	325,6	354,7	374,1	8,9%	5,5%
Exploitation forestière	118,6	122,9	120,2	3,6%	-2,2%	78,3	81,0	79,0	3,5%	-2,6%
Pétrole brut	1 979,0	2 116,5	1 300,5	6,9%	-38,6%	563,3	636,6	628,7	13,0%	-1,2%
Mines	240,8	248,3	264,4	3,1%	6,5%	100,8	126,8	158,8	25,8%	25,2%
Secteur secondaire	2 195,5	2 303,3	2 012,3	4,9%	-12,6%	998,4	1 013,2	951,0	1,5%	-6,1%
Industries agro-alimentaires, boissons	182,8	201,8	204,0	10,4%	1,1%	123,3	132,3	132,2	7,3%	-0,1%
Industrie du bois	196,6	198,6	192,9	1,0%	-2,9%	118,6	119,8	117,3	1,0%	-2,1%
Autres industries y compris minières	324,5	345,3	318,1	6,4%	-7,9%	170,0	176,7	159,3	3,9%	-9,8%
Raffinage	9,4	8,7	9,9	-6,9%	13,3%	7,3	6,4	7,9	-12,1%	23,5%
Electricité, Eau	112,6	116,6	114,3	3,5%	-2,0%	53,9	54,7	54,9	1,5%	0,4%
BTP	308,3	327,8	291,7	6,3%	-11,0%	172,0	177,3	150,7	3,1%	-15,0%
Recherche, services pétroliers	1 061,2	1 104,5	881,4	4,1%	-20,2%	353,4	346,0	328,7	-2,1%	-5,0%
Secteur tertiaire	2 535,0	2 755,7	2 737,7	8,7%	-0,7%	1 908,1	1 986,5	1 897,3	4,1%	-4,5%
Transports & Communications	869,1	1 028,7	1 134,2	18,4%	10,3%	699,2	772,0	802,0	10,4%	3,9%
Services	1 010,0	1 053,5	943,9	4,3%	-10,4%	769,2	785,3	684,0	2,1%	-12,9%
Commerce	507,8	526,9	519,6	3,8%	-1,4%	279,1	281,0	272,3	0,7%	-3,1%
Services bancaires, assurances	282,6	279,3	283,1	-1,2%	1,4%	279,3	268,7	267,4	-3,8%	-0,5%
SIFIM	-134,5	-132,7	-143,1	-1,4%	7,9%	-118,7	-120,6	-128,4	1,6%	6,5%
DTI et TVA	592,0	622,5	635,2	5,2%	2,0%	522,6	527,5	530,9	0,9%	0,6%
PIB non marchands	1 317,4	1 291,5	1 300,1	-2,0%	0,7%	1 033,4	1 022,6	1 028,0	-1,0%	0,5%

Source : MEGA++/DGEPPF

Tableau 3 : REPARTITION PIB EN EMPLOI

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 368,9	9 887,0	8 825,5	5,5%	-10,7%	5 530,6	5 748,8	5 647,8	3,9%	-1,8%
DEMANDE INTERIEURE	6 669,6	7 010,2	6 554,1	5,1%	-6,5%	5 335,8	5 502,6	5 118,9	3,1%	-7,0%
DEMANDE EXTERIEURE	6 874,0	7 532,8	6 492,2	9,6%	-13,8%	194,9	246,3	528,9	26,4%	114,8%
CONSOMMATION TOTALE	4 607,6	4 812,5	4 860,6	4,4%	1,0%	3 436,7	3 512,3	3 508,4	2,2%	-0,1%
Ménages	3 617,7	3 725,6	3 699,5	3,0%	-0,7%	2 605,8	2 630,5	2 577,9	0,9%	-2,0%
Administrations	989,9	1 086,9	1 161,0	9,8%	6,8%	830,8	881,8	930,5	6,1%	5,5%
INVESTISSEMENT TOTAL	2 061,9	2 197,6	1 693,5	6,6%	-22,9%	1 899,1	1 990,3	1 610,5	4,8%	-19,1%
Privé	1 864,3	1 974,4	1 506,8	5,9%	-23,7%	1 649,1	1 717,7	1 385,6	4,2%	-19,3%
dont : Pétrole	910,4	956,4	677,1	5,0%	-29,2%	558,3	555,8	449,1	-0,5%	-19,2%
Hors Pétrole	953,9	1 018,0	829,7	6,7%	-18,5%	1 090,8	1 161,9	936,5	6,5%	-19,4%
Administration	197,6	223,3	186,4	13,0%	-16,5%	250,0	272,6	224,9	9,0%	-17,5%
EXPORTATIONS TOTALES	4 786,6	5 204,8	4 381,8	8,7%	-15,8%	2 444,6	2 952,4	3 070,2	20,8%	4,0%
Pétrole	3 469,7	3 751,7	2 770,8	8,1%	-26,1%	1 191,5	1 448,6	1 292,0	21,6%	-10,8%
Hors Pétrole	1 128,9	1 257,2	1 438,8	11,4%	14,4%	1 186,1	1 438,0	1 715,5	21,2%	19,3%
dont : Rentes et autres produits d'exportat	345,5	502,0	652,7	45,3%	30,0%	389,5	546,0	682,6	40,2%	25,0%
Mines	410,5	382,7	424,3	-6,8%	10,9%	408,0	477,4	627,0	17,0%	31,3%
Bois transformé	369,3	368,7	358,0	-0,2%	-2,9%	385,0	411,0	402,3	6,7%	-2,1%
Produits manufacturiers	3,6	3,9	3,7	8,2%	-2,8%	3,6	3,6	3,6	1,0%	-1,4%
IMPORTATIONS TOTALES	2 087,3	2 328,0	2 110,4	11,5%	-9,3%	2 249,7	2 706,2	2 541,3	20,3%	-6,1%
dont Consommations	439,6	461,6	460,9	5,0%	-0,1%	406,2	435,4	440,9	7,2%	1,3%
Equipements	396,9	553,9	497,4	39,6%	-10,2%	548,3	783,6	712,4	42,9%	-9,1%
Intermédiaires	545,1	586,1	488,0	7,5%	-16,7%	552,5	607,7	524,0	10,0%	-13,8%

Source : MEGA++/DGEFF

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. IKAPI Eric

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. BANGUEBE Aldrin Jules

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
Mme. ONGOURI MOUBOTOTO AGNES
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE
M.ODJA SACHA LEE MARINO
M ASSEMI LIONEL

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Julie-Sandrine NTSAME
Mme. Lucie NSANNE EMANE
Mme. Rita NGANDOU
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI-DIMBOU
M. Raphael MBA NANG
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Albain MOKAMBO
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Brice YOUOMO
M. Patrick Patrici NZUE EDOU
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA
M. Georges Freddy MOUNANGA

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargées d'Études

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGAI

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargé d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA